

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
HAUTE-COUR DE JUSTICE

Instituée par la Constitution de 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 29 Octobre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Émile BOIZART

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. CHAVEGRIN, professeur

Suffragants { *MM. CHÉNON, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS

BONVALOT-JOUVE, Editeur

15, RUE RACINE, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE

SUR LA

HAUTE-COUR DE JUSTICE

Instituée par la Constitution de 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 29 Octobre 1907, à 1 heure 1/2

PAR

Émile BOIZART

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. CHAVEGRIN, professeur

Suffragants { *MM. CHÉNON, professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

BERRIAT-SAINT-PRIX. — Traité de Droit constitutionnel.

— Esprit de la Constitution de 1848.

BERTON (H.). — Constitution de 1848.

BOUSSUGE. — Constitution française.

CAUCHY. — Les précédents de la Cour des Pairs. Paris, 1839.

— Du jugement des crimes politiques, au point de vue moral.

DALLOZ. — Répertoire périodique, années 1848-1849.

DENADE. — Constitutions politiques de la France.

Le Droit.

DURUY (V.). — Histoire de France.

ESMEIN (A.). — Droit constitutionnel.

FAURE (Lucien). — De la compétence de la haute-cour de justice en France, d'après la constitution, la législation et les précédents historiques. Thèse, 1901.

FAUSTIN-HÉLIE. — Traité de l'Instruction criminelle, 2^e édition. Paris, 1867.

FAUSTIN-HÉLIE. — Les Constitutions de la France. Paris, 1880.

Gazette des Tribunaux.

KAISER. — Histoire de la Constitution française, 1789-1852.

LABOULAYE (Ed.). — Questions constitutionnelles.

— De la Constitution.

LAIR. — Des hautes-cours politiques en France et à l'étranger. Paris, 1889.

LANJUINAIS (Le Comte de). — Constitutions.

LAROUSSE. — Dictionnaire encyclopédique.

MANDRETTE. — De la haute-cour de justice, suivant la constitution et la législation françaises actuelles.

Thèse, 1891.

Moniteur Universel. — Années 1848-1849.

MOREAU. — Droit constitutionnel.

MORIZOT-THIBAUT. — Constitution de l'an III.

MUEL (Léon). — Constitutions de la France.

ROSSI (Comte P.). — Cours de Droit constitutionnel, 4 volumes in-8°, 1866-1867.

SIREY. — Répertoire périodique, années 1848-1849.

Etude
SUR LA
Haute-Cour de Justice
Instituée par la Constitution de 1848

INTRODUCTION

A côté des crimes et délits de droit commun dont la définition est aisée et dont la criminalité est facilement appréciable, il existe toute une catégorie de faits qu'on qualifie couramment de *politiques*, parce qu'ils sont susceptibles de menacer la chose publique, soit à raison de leur gravité, soit à raison de la qualité de ceux qui les commettent.

Les premiers de ces faits portent vivement et direc-

tement atteinte à l'ordre social, à la sûreté de l'Etat.

Les seconds peuvent avoir des conséquences identiques, la situation politique des coupables — chef du pouvoir exécutif ou ministre par exemple — étant de nature à donner lieu à des manifestations populaires promptes à dégénérer en insurrections et en émeutes.

Pour ces deux ordres de faits, il a paru, à peu près chez tous les peuples et dans tous les temps, qu'une juridiction spéciale s'imposait.

D'une part, en effet et d'une manière générale, le juge de droit commun ne paraît pas bien placé pour apprécier la criminalité des infractions du premier groupe qui offrent ce caractère particulier de ne violer aucun des principes à peu près immuables de la morale et de la conscience universelles, et par suite de ne pas entraîner la réprobation unanime, puisqu'ils ne portent atteinte qu'à certaines idées formant à une période déterminée la base d'une société également déterminée, base essentiellement variable et soumise aux lois de l'évolution.

Le magistrat de carrière, nommé par le gouvernement attaqué, est bien peu apte à apprécier une infraction qui a pour but de renverser ce gouvernement.

Quant au jury ordinaire il n'est pas mieux qualifié.

On peut lui laisser juger les accusés, si comme le disait le citoyen Dupin (de la Nièvre) à l'Assemblée nationale en 1849 « c'est un attentat de peu d'importance, si ce sont des accusés peu redoutables, et si l'on croit que le jury ordinaire est placé dans une situation où il est permis d'attendre de lui toute la fermeté, l'indépendance et les lumières nécessaires ; si on pense enfin que des menaces ne puissent pas le faire fléchir » (1).

Mais en est-il souvent ainsi ? évidemment non.

De plus le jury ordinaire, essentiellement local, se laissera influencer par l'opinion publique du lieu où il siège : lui donner à statuer sur un crime politique de haute importance, c'est faire juger par une fraction du pays une affaire d'intérêt général ; si ce jury local est dans l'impossibilité de saisir la portée de pareils faits, il se montrera rigoureux ou clément selon leur retentissement local. En outre, si plusieurs attentats de même nature ont eu lieu sur différents points du territoire, la difficulté n'est pas mince : ou bien les faits seront poursuivis devant les juges compétents *ratione loci*, et on ne pourra se rendre compte s'il y a ou non un lien entre les divers attentats ; on multipliera les foyers de troubles, on

1. *Moniteur Universel*, janvier-mars 1849, p. 203. 1^{re} col.

répandra l'agitation au lieu de la calmer, et on risquera, enfin, de voir rendre des sentences différentes pour des faits identiques, — ou bien on choisira un seul jury ; mais alors lequel choisir ?

D'autre part pour les infractions qui ne doivent leur gravité qu'à la qualité de leur auteur, n'est-il pas à craindre que la situation occupée par le prévenu ne puisse influencer le juge ordinaire, qu'il s'agisse encore de magistrats ou de jurés.

Les premiers peuvent avoir eu précédemment à se plaindre ou à se louer de celui qu'ils ont à juger, et quelle assurance a-t-on, que malgré leur désir de se montrer impartiaux ils ne laissent pas passer dans leur arrêt un peu de leur ressentiment ou de leur reconnaissance : et le public serait toujours enclin à supposer qu'ils se sont laissés guider par leur intérêt ou leur sentiment.

Quant aux jurés ordinaires, ils seront influencés comme dans le premier cas, par les passions politiques locales et par les polémiques de presse ; de plus ils ne composent pas à eux seuls la Cour d'assises, et si faible que soit ici l'action des juges et du président, encore peut-elle se faire sentir dans la direction des débats et l'application de la peine après que le jury s'est prononcé sur la culpabilité.

Tels sont les motifs qui commandent l'organisa-

tion d'une juridiction particulière et dont l'existence a été consacrée par toutes les législations dès que la notion d'Etat a été développée et qu'on a compris la nécessité de faire respecter l'ordre social établi.

L'organisation d'une haute-cour ne fait donc que répondre, comme le disait Odilon-Barrot à l'Assemblée nationale le 22 janvier 1849 (1), à ce besoin permanent des sociétés, d'élever, de fortifier les garanties de la justice dans certains cas où le crime est hors des proportions communes, où il faut tout à la fois garantir la société et les accusés eux-mêmes contre les passions ou les entraînements (2).

Les objections faites, principalement au nom de l'égalité et de la fameuse maxime « nul ne doit être distrait de ses juges naturels », sont sans portée : ne voit-on pas les mêmes constitutions qui avaient posé ce principe, établir toutes une haute-cour de justice, et les cahiers de 1789 qui réclamaient la suppression des commissions judiciaires extraordinai-

1. *Moniteur Universel* du 23 janvier 1849, p. 221, 3^e col.

2. Napoléon disait déjà : « Le principe d'une haute-cour se justifie par le respect et le prestige qui entourent certaines fonctions, la grandeur de l'émotion causée par un procès intenté à ceux qui en sont revêtus et la nécessité d'une bonne justice. » (Cité par M. Barthe, dans son rapport sur le projet de la loi instituant une haute-cour. Sirey. — *Lois annotées*, 1858, p. 169.)

res de l'ancien régime demander en même temps pour la plupart l'établissement d'une juridiction exceptionnelle pour le jugement des crimes d'Etat et des délits commis par les ministres (1).

C'est qu'une juridiction particulière bien organisée n'est pas forcément un tribunal d'exception dont le vice capital est d'être créé le plus souvent en vue d'un crime ou d'un accusé déterminé, comme l'étaient les commissions de l'ancien régime. Même, le meilleur moyen de prévenir l'établissement de ces commissions et des autres tribunaux exceptionnels est peut-être d'instituer à l'avance une juridiction à la fois assez puissante pour protéger l'Etat contre les factieux, et assez protectrice pour préserver de toute atteinte les libertés individuelles (2).

Nous dirons plus ; établir une juridiction spéciale placée autant qu'il est possible par son élévation au-dessus des passions populaires et des intrigues de parti, ce n'est que créer le juge qu'il convient, le juge naturel pour les faits qui nous occupent :

« Une haute-cour spéciale jugeant les graves attentats qui mettent en péril la société, c'est là la

1. Voir pour le détail de ces cahiers. Lair. *Des Hautes-Cours politiques en France et à l'Etranger*, p. 122.

2. Voir Faure. *Compétence de la Haute-Cour de Justice*. Thèse, Paris, 1901, p. 3.

juridiction de droit commun ; car là où le crime grandit, les garanties au profit de la société doivent grandir avec le crime. » (1).

Rien ne fait donc obstacle, en vérité, à ce que cette juridiction spéciale soit seulement une « juridiction supérieure » selon l'expression de M. de Rouher : mais encore faut-il qu'elle présente pour cela certaines qualités, qu'elle réunisse certaines conditions.

Au point de vue des prévenus, d'abord, il faut que la haute-cour leur assure toutes les garanties auxquelles ils ont droit et qui se résument en deux mots : indépendance et impartialité.

Le juge politique doit être indépendant ; il ne doit se laisser guider ni par les intrigues de parti, ni par la presse, ni par l'opinion publique ; il faut surtout qu'il soit assez élevé pour n'avoir rien à craindre ou à espérer du gouvernement.

Le juge politique doit être impartial : il faut que les accusés se trouvent en présence non d'adversaires ou d'amis, mais d'hommes conscients de leur devoir et susceptibles d'accomplir la mission qui leur est confiée en faisant abstraction de leurs passions et de leur intérêt.

1. *Moniteur Universel*, 22 janvier 1849.

Au point de vue de la société, la haute-cour doit avoir une certaine science du droit et une certaine entente des affaires publiques, les questions les plus délicates pouvant être soulevées à propos de procès politiques, et la juste appréciation des faits incriminés comportant la connaissance des dessous de la politique.

Enfin, pour que la justice politique donne tout ce qu'on est en droit d'en attendre, il faut qu'elle soit en mesure, le cas échéant, de fonctionner immédiatement, la répression qui tarde devenant, dans bien des cas, sans objet.

Concilier le respect des garanties individuelles avec les nécessités de l'intérêt public, telle est la difficulté qu'il s'agit de résoudre dans l'organisation d'une haute-cour.

Cette difficulté n'est pas petite : si tout le monde est d'accord sur la nécessité de créer une haute juridiction politique et sur les qualités qu'elle doit avoir, on l'est beaucoup moins lorsqu'il y a lieu de l'organiser.

Sur ce point les systèmes varient à l'infini, avec les époques et les pays, et aussi suivant qu'il a paru préférable d'augmenter les garanties à donner aux accusés — c'est le cas le plus rare, — ou, au contraire, qu'on a voulu renforcer la puissance du gou-

vernement au pouvoir, — c'est le cas le plus fréquent (1).

Trois systèmes principaux dont nous ne voulons pas discuter ici les mérites se sont partagé les législations :

Dans le premier, le jugement des faits politiques a été laissé à la Cour suprême (2).

Dans le second, la justice politique est confiée à l'une des deux Assemblées législatives, l'autre ayant la plupart du temps le droit d'accusation (3).

Dans le troisième enfin (4), la juridiction politique

1. « Il semble même qu'en cette matière le droit n'existe plus dès que l'intérêt ou la passion commande : et, sous les noms divers de dictature, de raison d'Etat et de salut public, nous voyons, de Rome jusqu'à nos jours, les mêmes situations ramener les mêmes violences et se reproduire à toutes époques cet odieux sophisme que le droit de l'individu doit céder à l'intérêt général et qu'il est juste qu'un seul périsse, fût-il innocent, pour le salut de tous. » (Lair, *op. cit.*, p. IV de l'Introduction.)

2. C'est le système encore en vigueur dans les pays suivants : Belgique (Lair, *op. cit.*, p. 338), Pays-Bas (Lair, *op. cit.*, p. 340), Allemagne, (Lair, *op. cit.*, p. 342), Suisse, Bolivie (Lair, *op. cit.*, p. 344).

3. C'est celui qui est adopté à notre époque : en Angleterre (V. Lair, *op. cit.*, p. 308), Portugal (Lair, *op. cit.*, p. 328), Brésil (Lair *op. cit.*, p. 330), Italie (Lair, *op. cit.*, p. 331), Espagne (Lair, *op. cit.*, p. 333), Mexique (Lair, *op. cit.*, p. 334), Hongrie (Lair, *op. cit.*, p. 335) et c'est le système français actuel.

4. Système suivi par : la Suède, la Bavière (Lair. *op. cit.*,

est confiée à une haute-cour spéciale, généralement composée de magistrats, choisis dans les rangs supérieurs de la magistrature, et de hauts jurés appartenant au monde politique et désignés de diverses façons (1).

C'est le système qui a été adopté par la constitution de 1848 et qui va faire l'objet de la présente étude.

Nous nous proposerons pour nos développements d'adopter le plan suivant :

Nous exposerons d'abord les précédents historiques et les motifs généraux qui ont amené les hommes de 1848 à adopter un système de haute-cour spéciale, composée d'éléments judiciaires et politiques pour le jugement des crimes et délits politiques ; ce sera notre premier chapitre.

Nous examinerons dans un chapitre deuxième, l'organisation théorique de la haute-cour, telle qu'elle

p. 357), l'Autriche (Lair, *op. cit.*, p. 358) et la Grèce (Lair, *op. cit.*, p. 366).

1. Ces systèmes ne sont pas les seuls ; c'est ainsi que le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (art. 101-133) établissait une haute-cour impériale qui ne répondait exactement à aucun des types indiqués. Elle comprenait (art. 104) : les grands dignitaires et grands officiers de l'Empire, des sénateurs, des membres du Conseil d'Etat et des membres de la Cour de cassation.

se dégage des textes législatifs, c'est-à-dire sa composition, sa compétence et son fonctionnement.

Notre chapitre troisième sera consacré à l'étude des procès de Bourges et de Versailles, afin de voir vivre, dans la réalité, le tribunal politique institué par la constitution.

Nous serons peut-être amené dans ce chapitre troisième à quelques redites : mais il nous a paru qu'il était intéressant d'avoir une vue d'ensemble sur les deux réunions de la haute cour, ce qui n'aurait pas eu lieu si, immédiatement après chaque partie de notre exposé théorique, nous avions relaté l'exemple historique qui s'y appliquait.

Enfin, nous aurons à examiner, dans notre conclusion, si la haute cour, institué en 48, satisfaisait aux conditions d'organisation exigées d'une bonne justice politique, et si elle était en mesure, ainsi que l'avait espéré ses créateurs, de sauvegarder la constitution et la République.

CHAPITRE PREMIER

Historique

§ 1. — *Précédents historiques du système adopté en 1848*

Nous avons indiqué dans notre avant-propos que, pour le jugement des crimes et délits que nous avons appelés politiques, soit à cause de leur nature, soit à raison de la qualité de ceux qui les commettent, la constitution de 1848 avait institué une haute-cour spéciale.

Ce ne fut pas là une innovation.

Plusieurs constitutions avaient précédemment adopté des systèmes analogues, désireuses qu'elles étaient d'arriver à donner, dans l'organisation de la justice dite politique, le maximum de garanties aux accusés et à l'Etat.

A vrai dire cette préoccupation n'avait pas toujours été le principal souci des divers gouvernements ; rien d'étonnant à cela d'ailleurs puisque la justice ordinaire avait elle-même eu à souffrir de l'arbitraire et de multiples mesures d'exception. C'est ainsi que du xvi^e siècle à la Révolution, presque tous les procès politiques de l'ancienne France ont été jugés par des commissaires spéciaux investis de tout pouvoir (1).

La Révolution française vint enfin mettre un terme à la pratique odieuse de ce système en organisant un tribunal spécial qui servira de modèle à la haute cour de 1848.

L'origine de ce tribunal se trouve dans les cahiers même de 1789. A côté des revendications concernant la suppression des commissions de l'ancien régime, les cahiers demandent avec instance la création d'un tribunal spécial qui connaîtrait des crimes d'Etat.

Au lendemain de la prise de la Bastille c'est l'assemblée des électeurs qui insiste encore et fait demander à l'Assemblée nationale d'établir un tri-

1. Voy. Esmein. *Histoire du droit français*, p. 431.

bunal exceptionnel composé de soixante jurés pour juger les accusés du crime de lèse-nation (1).

C'est seulement deux ans plus tard après l'installation le 5 mai 1791 à Orléans d'un tribunal provisoire destiné à juger les crimes contre l'Etat qu'apparaît la loi de mai 1791 dont devait bientôt s'inspirer la constitution de la même année, et qui passera, pour les grandes lignes, dans les constitutions de l'an III, de l'an VIII, de 1848 (2) et même de 1852.

Il est donc utile, pour ce motif, d'en indiquer les principes essentiels, nous réservant d'en donner, s'il y a lieu, les dispositions particulières les plus intéressantes, lors de l'étude des prescriptions correspondantes de la constitution de 1848.

Cette loi de 1791 créait donc une haute-cour nationale chargée de statuer « sur tous les crimes et délits dont le Corps législatif jugerait nécessaire de se rendre accusateur » et qui ne pouvait être saisie

1. L'Assemblée s'y refusa d'abord, laissant au Châtelet de Paris la connaissance de tous ces crimes et délits. (Faure, *op. cit.*, p. 45.)

2. A ce propos notons comme curiosité que lors du procès de Versailles en octobre 1849 on vit de nombreux rentiers venir sur la Place du Palais, et à cette occasion on les entendit récapituler leurs souvenirs politiques, et ce jus qu'aux séances de la haute-cour de 1791, organisée sur les mêmes bases. (*Le Droit* du 11 octobre 1849, p. 373.)

que par un décret émané de lui et affranchi de la sanction royale.

Quant à sa composition, elle comprenait : vingt-quatre hauts-jurés élus par le peuple et statuant sur le fait, et quatre grands juges tirés au sort parmi les membres du Tribunal de cassation et dont la mission consistait à diriger l'instruction et à appliquer la loi après la décision du jury.

C'est là le principe essentiel de tous les tribunaux politiques spéciaux, dont le dernier en date est celui de 1848.

La constitution de 1791, reprenant la loi précédente, envisage l'élément juré et l'élément magistrat, et donne à ce tribunal une compétence analogue à celle de la loi de mai.

Puis, la constitution du 5 fructidor an III vient à son tour adopter la même organisation. Aux termes de l'article 265, une haute-cour est instituée pour juger les accusations admises par le Corps législatif soit contre ses propres membres, soit contre ceux du Directoire.

C'est ensuite la constitution de l'an VIII qui, tout en limitant la compétence de la haute-cour aux infractions ministérielles, l'organise comme les précédentes au moyen de juges pris dans le Tribunal de

cassation et de hauts-jurés tirés de la liste nationale.

Ce système essentiellement républicain fut délaissé durant le premier Empire. Le sénatus-consulte de l'an XII organise bien en effet un tribunal spécial, mais d'une composition extrêmement complexe (1), où tous les éléments dépendent plus ou moins du gouvernement.—Il n'eut pas d'ailleurs l'occasion de fonctionner, et lui-même fut remplacé lors de la Restauration : la Charte attribua la juridiction politique à la Cour des Pairs.

Ainsi disparut pour près d'un demi-siècle le régime du tribunal spécial que devait rétablir la constitution de 1848.

§ 2. — *Raisons de l'adoption de ce système en 1848*

Nous devons maintenant envisager, après ce bref exposé historique, les raisons pour lesquelles les

1. La haute-cour impériale siège dans le Sénat sous la présidence de l'archichancelier de l'Empire ou, à défaut, d'un autre grand dignitaire. Elle se compose : des princes, grands dignitaires et grands officiers, du ministre de la Justice, de soixante sénateurs, des présidents de section du Conseil d'Etat et de vingt membres de la Cour de cassation.

hommes de 1848 ont été amenés à revenir aux anciens errements.

Ces raisons qui devraient se trouver dans les travaux préparatoires ne s'en dégagent pas nettement :

En effet, les articles de la constitution relatifs à la création d'une haute-cour n'ont presque pas été l'objet de débats à l'Assemblée nationale elle-même ; ou, du moins, les débats ont porté sur quelques détails d'organisation, mais non sur le principe même d'une haute-cour spéciale.

Il faudrait donc se reporter aux discussions qui eurent lieu à la Commission chargée de préparer le rapport provisoire (1).

La constitution de 1848 fut, en effet, votée de la manière suivante :

Réunie pour la première fois le 4 mai 1848, l'Assemblée constituante nomma les 17 et 18 mai une Commission dite de Constitution, formée de dix-huit membres et chargée de préparer un premier projet.

Un décret du 2 juin (2) précisa les modes d'examen et de discussion de la constitution : le projet préparé par la Commission devait être distribué, puis examiné et discuté d'abord dans les bureaux ;

1. Malheureusement nous n'avons pu en trouver aucun compte rendu. dans le *Moniteur Officiel*.

2. Dalloz. 1848, IV, p.

après cet examen préparatoire, chaque bureau devait désigner, s'il y avait lieu, un de ses membres pour communiquer à la Commission de Constitution les modifications que le bureau croyait devoir apporter au projet. Enfin, après avoir entendu les délégués des bureaux, la Commission devait délibérer de nouveau et arrêter seule le projet définitif destiné à être présenté à l'Assemblée nationale et discuté en séance publique.

En vertu de ce décret, dont le but était d'aplanir les difficultés de la discussion et de garantir l'harmonie et l'exactitude du travail de rédaction, le projet provisoire présenté le 19 juin par l'organe du citoyen Armand Marrast, son rapporteur, fut renvoyé à l'examen des bureaux qui, pour se mettre en rapport avec la Commission et lui transmettre les modifications qu'ils désiraient voir introduire dans le projet, nommèrent plusieurs délégués (1).

C'est dans ces conditions que s'acheva le 30 août la rédaction du projet définitif pour faire l'objet, au sein même de l'Assemblée nationale, d'une discussion publique qu'on avait soumise à certaines règles

1. Ces délégués étaient les citoyens : Girerd, Bérenger, Thiers, Ménand, Chauffour aîné, Victor Lefranc, Boussi, de Pariou, Crémieux, Crépu, Boulatignier, Freslon, Duvergier de Hauranne, Berryer.

de forme, afin de se garantir contre toutes chances de surprises.

En effet, l'Assemblée n'avait pas voulu, en vue particulièrement de ce droit d'amendement, qui, ouvert à tous, peut déranger un ensemble par l'effet d'une disposition offerte à l'improviste et votée d'entraînement, que la constitution devînt définitive après une seule discussion et un seul vote.

En conséquence, le 11 août 1848, sur la proposition du citoyen Pleignard, elle avait décrété (1), qu'après le vote des articles le projet de constitution serait renvoyé à la Commission ; que, dans le délai de cinq jours, la Commission ferait à l'Assemblée un rapport dans lequel elle proposerait les modifications dont le projet lui paraîtrait susceptible ; et qu'après le vote sur ces modifications il

1. Ce décret était ainsi conçu :

Décret relatif au vote de la constitution

« L'Assemblée nationale a adopté et le chef du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit :

« Article unique. — Après le vote des articles, le projet de constitution sera renvoyé à la Commission de Constitution.

« Dans le délai de cinq jours, la Commission fera à l'Assemblée un rapport dans lequel elle proposera les modifications dont le projet lui paraîtrait susceptible.

« Après le vote sur ces modifications, il sera procédé au vote sur l'ensemble du projet. »

serait procédé au vote définitif sur l'ensemble de la constitution.

Il est toutefois à remarquer que dans ces travaux préparatoires la question de la haute-cour n'occupe, ainsi que nous l'avons dit, qu'une place tout à fait subsidiaire (1). Le principe d'une haute-cour composée de juges et de jurés n'est pas mis en question.

Le citoyen Marrast, rapporteur, explique seulement qu'il a trouvé utile de créer une haute-cour :

« La responsabilité qui accompagne tous les actes des fonctionnaires politiques ou administratifs avait été écrite dans les constitutions précédentes ; mais elle y figurait pour l'honneur des principes et comme une de ces décorations de théâtre destinées à plaire à ceux qui se contentent du phénomène de la contemplation. La liberté républicaine exige que la responsabilité soit réelle, point tracassière, mais point décevante ; c'est pour cela que notre projet constitue une haute-cour de justice où l'Assemblée nationale peut renvoyer ses propres membres, les ministres et le Président de la République. Quant aux autres fonctionnaires, ils auront pour juges soit les

1. On pourra s'en rendre compte en voyant à l'annexe les rédactions successives des articles de la constitution relatifs à la haute-cour.

tribunaux civils, soit le Conseil d'Etat, suivant les fautes ou les délits qui leur seront imputés. Nous avons composé la haute-cour d'après la donnée de nos Cours d'assises : des juges de la Cour de cassation y prononceront la peine ; un jury tiré au sort dans les conseils généraux des départements prononcera sur la culpabilité. En créant un tribunal nouveau, nous avons conservé les formes éprouvées et les garanties du droit commun. » (1).

Mais les motifs qui ont fait abandonner les systèmes en vigueur sous les régimes précédents sont passés sous silence.

La vérité, pensons-nous, est que les hommes de 1848 se sont trouvés amenés obligatoirement à organiser une haute-cour spéciale par ce fait qu'ils ne voulaient qu'une seule Assemblée législative, sans doute parce qu'ils craignaient qu'une Chambre-Haute ne fût composée d'éléments réactionnaires.

Par suite il était impossible de prévoir la transformation de cette assemblée unique en haute-cour, sans risquer, en cas de fonctionnement du système, d'arrêter totalement le travail législatif, et, ce qui

1. Voyez le rapport du citoyen A. Marrast sur le projet de constitution présenté par la Commission, après avoir entendu les représentants délégués des bureaux. (*Moniteur Universel* de juillet-septembre 1848, p. 2239 — et Dalloz, 1849, VI, p. 199, 1^{re} et 2 col.)

est plus grave au point de vue juridique, sans créer un tribunal qui aurait rempli successivement les fonctions d'accusateur et de juge.

Lorsque, en effet, il existe deux Chambres distinctes, on peut déléguer à l'une le soin de juger ceux que l'autre met en accusation ; le vote et l'étude des lois n'est que partiellement retardé ; celle des Chambres qui n'agit pas comme haute-cour pouvant continuer à fonctionner comme Parlement.

Mais l'autre inconvénient est de beaucoup plus considérable :

Il est nécessaire de laisser au Parlement le soin de mettre en accusation telles ou telles personnes que leur situation mettrait, peut-être, à l'abri de poursuites intentées par les magistrats de droit commun, et d'apprécier si tels faits méritent, par leur gravité, d'être soumis à la juridiction politique.

Si le Parlement doit remplir ce rôle d'accusateur, on ne peut lui laisser celui de juge (1), « rôle odieux

1. Déjà dans les cahiers de 1789, celui du tiers-état de Nemours doutait que le législateur, alors les Etats Généraux, pût être juge, puisque c'est à lui qu'il appartient d'accuser lorsque la loi et les droits du peuple sont violés. Et ces mêmes cahiers estimaient que les représentants du peuple ne pouvaient pas davantage nommer des commissions spéciales :

« Les jugements par commission avaient toujours été

et hypocrite » (1) et c'est ce qui arriverait fatalement avec une Assemblée unique érigée en haute-cour de justice.

C'était d'ailleurs ce qui s'était produit en 1793 : un des premiers actes de la Convention avait été de supprimer la haute-cour de 1791, en annonçant qu'elle serait prochainement réorganisée : il n'en fut rien fait, et la Convention s'érigeait elle-même en haute-cour pour juger Louis XVI ; et sous le prétexte que les droits et les devoirs de la nature sont d'ordre supérieur à toutes les institutions, que la souveraineté populaire n'a pas de limites, la Convention qui avait accusé pouvait juger.

Cet exemple suffit pour montrer le danger de la juridiction des assemblées politiques, et de la nécessité de donner à cette juridiction une organisation permanente et des règles déterminées.

odieux et peut-être encore eussent-ils été plus suspects de partialité, plus en danger d'être maîtrisés par l'opinion, si la Commission était nommée par une grande assemblée nationale, que lorsqu'elle l'était par un ministre ou par un roi. — Pensées remarquables pour le temps, ajoute M. Lair après avoir rappelé ces scrupules, et qui témoignent, à notre sens, d'une haute intelligence des vraies conditions de la justice et de la liberté civile, et des périls qu'entraîne forcément toute juridiction confiée aux assemblées politiques ! » (Lair, *op. cit.*, p. 125.)

1. Berton. *La Constitution de 1848*, p. 704.

Nous ne dirons pas que ce souvenir ait pu influencer les Constituants de 1848 et, sans rechercher davantage les motifs auxquels ils ont obéi, nous allons faut maintenant examiner en détail la composition de la haute-cour telle qu'ils l'ont établie et étudier l'étendue de la compétence qu'ils lui ont attribuée.

CHAPITRE II

Etude de l'Organisation théorique de la Haute-Cour de 1848

SECTION I. — *Composition*

La constitution de 1848, en s'inspirant des constitutions républicaines antérieures et particulièrement de celle de 1791 allait par là même leur emprunter, dans les grandes lignes tout au moins, leur système de haute-cour. C'est ainsi qu'elle la composa, comme ses devancières des trois éléments fondamentaux suivants : élément judiciaire, élément juré, élément ministère public, dont il convient ici de préciser l'organisation particulière (1) :

1. A côté de cette haute-cour qui ne pouvait être saisie

§ 1. — *Elément judiciaire*

L'article 92 de la constitution de 1848, relativement aux magistrats de la haute-cour, s'exprime ainsi : « La haute-cour de justice est composée de cinq juges... Chaque année dans les quinze premiers jours du mois de novembre, la Cour de cassation nomme parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, les juges de la haute-cour au nombre de cinq, et deux suppléants. Les cinq juges appelés à siéger feront choix de leur président... »

Cette rédaction définitive de l'article ne s'éloigne pas beaucoup de celle qui avait été proposée dans

que suivant certaines formes et dans certains cas déterminés, et dont l'existence ne portait aucune atteinte à la compétence générale de juridictions de droit commun, le projet présenté à l'Assemblée proposait l'établissement d'une seconde juridiction conférée au Conseil d'Etat. C'était une sorte de juridiction disciplinaire s'appliquant exclusivement aux ministres, ne concernant que les faits qui ne constituaient ni crime, ni délit politique, et n'entraînaient aucune réparation civile. Elle ne pouvait prononcer d'autre peine que l'interdiction des fonctions publiques pour une période ne dépassant pas cinq années. Cette décision ne pouvait être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix. Le principe de cette juridiction fut repoussé par l'Assemblée nationale. (Voyez *infra*, p. 62.)

les projets provisoire ou définitif ; mais elle précise certains points sur lesquels les projets ne disent rien.

C'est ainsi que l'article 96 du projet provisoire (1) indiquait seulement que la haute-cour était composée de juges et de jurés et que les juges au nombre de cinq étaient nommés au scrutin secret par le Tribunal de cassation et dans son sein.

Le projet définitif (art. 94) se bornait à ajouter que la majorité nécessaire pour élire les juges serait la majorité absolue et qu'il y aurait deux suppléants (2).

C'est cet article qui fut soumis à la discussion publique à l'Assemblée nationale.

Là, le citoyen Saint-Romme proposa de remplacer l'élection au scrutin secret à la majorité absolue par le tirage au sort.

« Le scrutin secret, disait-il, désignera les juges qui doivent composer la haute-cour de justice, ou dans un esprit hostile à l'accusé, ou dans un esprit qui lui serait trop favorable. Ce ne sera point d'après la moralité des juges que les choix seront faits ; car il faut bien penser que les hommes qui composeront la Cour de cassation seront des hommes suffisamment moraux ; ce ne sera pas non plus en raison de

1. Dalloz, 1848, IV, p. 194.

2. Dalloz, 1848, IV, p. 201.

leur aptitude ou de leur intelligence, car la Cour de cassation est un tribunal d'élite, et certainement les hommes qui composeront ce tribunal sauront appliquer le droit au fait.

« Quel est donc le motif qui déterminera leur élection ? Un motif politique, un motif de faveur ou de colère ! Et il me semble que la Commission de la constitution l'a compris, puisqu'elle a voulu le scrutin secret.

« Pourquoi le scrutin secret ? Qu'a-t-on donc à cacher ? Est-ce qu'un magistrat craindrait, par exemple, que le vote qui choisirait l'un de ses collègues fût considéré comme une injure contre les autres, une suspicion favorable de leur capacité ou de leur moralité ? Cela ne peut pas être ; ce ne peut être qu'une précaution pour cacher l'intention politique qui doit présider au choix.

« Le scrutin secret a, nous dit-on, été introduit dans l'article comme une garantie d'indépendance. Quelles influences peuvent donc mettre en péril l'indépendance de ces magistrats, si ce ne sont des influences politiques ? »

Cet amendement fut vivement critiqué par Dupin : Les magistrats, disait-il en substance, ne sont pas les juges de l'accusation ; le président dirige les débats, laisse produire les charges, assure la défense,

maintient en un mot l'accomplissement des solennités prescrites par la loi pour une accusation criminelle. On ne demande donc aux juges que les connaissances en droit ; encore est-il exact que si la science juridique ne doit plus avoir de secrets pour les magistrats de la Cour de cassation quels qu'ils soient, il n'en reste pas moins établi que tel peut être un excellent juge dans une question de droit civil et être très mauvais magistrat dans une question de droit criminel.

Bien plus, ajoutait Dupin, il ne suffit pas pour conduire un débat d'avoir la connaissance des lois, il faut « encore le coup d'œil, une certaine vigueur : il faut des qualités que ne peut pas avoir un vieillard parfaitement instruit de la science du droit, très capable de faire un rapport, d'opiner avec sagesse, de diriger un arrêt ; il faut de la vigueur, de la prestance que n'ont pas également tous les membres de la Cour de cassation ».

Cette argumentation s'appuyait sur la pratique des Cour d'assises : Les présidents ne sont-ils pas désignés par le ministre de la Justice ou par le président de la Cour ? et on n'a jamais considéré cette désignation comme un fait de nature à préjudicier à l'accusé.

Voilà défendu le scrutin, l'élection au choix ; mais

une dernière objection pouvait être faite ; le scrutin, aux termes du projet, devait être secret. « Ce n'est là, répond Dupin, qu'une qualité de plus : on augmente ainsi l'indépendance de ceux qui votent et on assure un meilleur choix (1). »

Le citoyen Saint-Romme ne se tint pas pour battu : il chercha, mais en vain, à faire remarquer qu'une condamnation dépend beaucoup plus souvent du choix qui est fait du président des assises, directeur des débats que de celui des jurés eux-mêmes (2) ; il tenta inutilement aussi de montrer que la question d'aptitude en droit civil ou en droit criminel n'existait pas, les faits sur lesquels un président de la République ou les ministres sont mis en accusation étant toujours des faits graves, se rapportant à des lois dont l'application est toujours facile, et qu'au surplus, il serait invraisemblable que sur les cinq juges tirés au sort il ne se trouvât pas un homme capable d'interroger un accusé ou un témoin (3).

1. *Moniteur Universel*, 19 octobre 1848, p. 2891.

2. Cette affirmation souleva les réclamations de la droite, l'approbation de la gauche. (*Moniteur* du 19 octobre 1848, p. 2892.)

3. Il aurait pu aussi invoquer le précédent des hautes-cours de l'an III et de l'an VIII dans lesquelles les juges étaient tirés au sort parmi les membres du Tribunal de cassation.

Rien n'y fit ; son amendement fut repoussé et la première partie de l'article proposé par la Commission fut adoptée.

Théoriquement on peut le regretter ; nous préférons le tirage au sort à l'élection ; toutefois, nous verrons que dans les deux cas où la haute-cour eut occasion de fonctionner, on ne peut critiquer la manière vraiment modérée dont le président dirigea les débats.

Le même jour, 18 octobre, l'Assemblée ratifia sans discussions, un amendement de M. Guérin (1) qui proposait de fixer aux quinze premiers jours de janvier, l'époque à laquelle se ferait cette élection des cinq juges.

Après réflexion, la Commission préféra que l'élection fût faite dans les quinze premiers jours de novembre, et modifia la rédaction de l'article, sans en rien changer au fond : c'est cette nouvelle rédaction qui fut adoptée par l'Assemblée à la séance du 4 novembre et qui est devenue l'article 92 de la constitution.

§ 2. — *Elément juré*

A côté de ce premier élément, emprunté à l'orga-

1. *Moniteur* du 19 octobre 1848, p. 2892.

nisation judiciaire, la constitution de 1848 plaçait l'élément juré chargé d'apprécier en fait la culpabilité des accusés.

Le jury de la haute-cour de 1848 comprenait, aux termes du même article 92, trente-six jurés et quatre jurés supplémentaires, pris parmi les membres des conseils généraux à l'exclusion de ceux qui faisaient partie de la représentation nationale. (1).

Ce texte est la reproduction de celui qui figurait dans le projet provisoire (art. 96) et dans le projet définitif (art. 94).

Il y a lieu toutefois de noter que le nombre des jurés, qui n'avait pas été indiqué dans le projet provisoire, a été fixé à trente-six titulaires et à quatre suppléants dès le projet définitif (2).

1. Voici les différents textes sur ce point :

Projet provisoire. (Art. 96). — « La haute-cour de justice est composée de juges et de jurés... Les jurés sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements. »

Projet définitif (art. 94) *et Constitution de 1848* (art. 92). — « Les jurés, au nombre de trente-six et quatre jurés supplémentaires sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements. »

2. Lors du vote de ce paragraphe il s'est trouvé un député, qui n'avait guère lu sans doute le projet de constitution, pour demander quelle était l'autorité qui désignerait les membres des conseils généraux appelés à être jurés : désignation qui faisait l'objet de tout l'article suivant. (*Moniteur Universel* du 19 octobre 1848, p. 2892.)

Mais la modification qui mérite d'attirer l'attention est celle qui a déclaré incapables d'être jurés les représentants à l'Assemblée nationale.

Cette disposition a été ajoutée sur la proposition du citoyen Rondeau à la séance du 18 octobre 1848, par cette raison que l'Assemblée nationale faisant l'office de chambre d'accusation, il était impossible que les membres de l'Assemblée fassent partie du jury. Le citoyen Dupin voulait préciser en spécifiant que seuls les membres de l'Assemblée qui auraient pris part à l'accusation ne pourraient être jurés ; mais on lui fit observer que c'était l'Assemblée et non tel ou tel membre qui accusait, et l'amendement Rondeau fut voté, à juste titre, sans autre débat (1).

Nous aurons à revenir sur cet article, sur l'interprétation duquel la haute-cour siégeant à Versailles a eu à se prononcer (2).

Mais, comment connaître ceux des conseillers généraux qui seraient jurés ; la constitution dans ses articles 93 et 94 avait adopté le procédé suivant :

Quand un décret de l'Assemblée nationale avait ordonné la formation de la haute-cour, ou, au cas

1. *Moniteur Universel* du 19 octobre 1848, p. 2892.

2. Voyez *infra*. Chapitre III. Sect. II, p. 127.

prévu par l'article 68 (cas de haute trahison du Président de la République) sur la réquisition du président ou de l'un des juges, le président de la Cour d'appel ou à défaut du tribunal du chef-lieu judiciaire de chaque département tirait au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général. Puis au jour indiqué pour le jugement, s'il y avait moins de soixante jurés présents, le nombre en était complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute-cour parmi les membres du conseil général du département où devait siéger la haute-cour. Ces dispositions furent votées sans discussion aucune (1).

Les formalités requises en vue des opérations de tirage au sort des jurés, les conditions de capacité qu'ils devaient remplir, leurs causes d'incompatibi-

1. Elles reproduisaient celles des deux projets de constitution. On peut noter toutefois que le projet provisoire, dans son article 97, avait décidé que le tirage au sort serait fait par le président du tribunal siégeant au chef-lieu de chaque département ; que le projet définitif dans l'article 95 avait indiqué que ce serait le président du tribunal d'appel, et à défaut, celui du tribunal de 1^{re} instance, que l'article voté a substitué les mots Cour d'appel aux mots « Tribunal d'appel », et que les mots « à la réquisition du président ou de l'un des juges » ont été ajoutés lors de la revision à la séance du 4 novembre 1848. (*Moniteur Universel* du 5 novembre 1848, p. 3090.)

lité, les formes elles-mêmes suivant lesquelles les jurés devaient être avertis des fonctions que le sort venait de leur confier ont fait plus tard, lors du procès de Bourges, l'objet d'une circulaire adressée par le ministre de la Justice à chacun de ses procureurs généraux, dont il nous a paru intéressant de reproduire ici le texte même :

« Monsieur le Procureur général. — L'Assemblée nationale, par un décret du 22 de ce mois, rendu sur la proposition du gouvernement, a ordonné la formation de la haute-cour de justice, et sa convocation à Bourges dans les quarante jours de la promulgation du décret.

« Aux termes de l'article 92 de la constitution, les jurés qui doivent composer la haute-cour de justice, au nombre de trente-six et quatre jurés suppléants, sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements. Aux termes de l'article 93, le président de la Cour d'appel, et à défaut de la Cour d'appel, le président du tribunal de 1^{re} instance du chef-lieu judiciaire du département, tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

« Il importe de procéder à ce tirage au sort dans le plus bref délai, et de l'entourer de toutes les garanties légales. C'est à vous qu'il appartient de provo-

quer les mesures nécessaires pour atteindre ce double but.

« Vous devez, en premier lieu, demander immédiatement à M. le préfet du département la liste officielle des membres du conseil général : elle devra contenir, outre les noms, l'âge et la profession de ces membres, et être signée par le préfet. Le tirage se fera sur cette liste. Vous ordonnerez au greffier de transcrire, sur des bulletins séparés, les noms des personnes qui y sont portées. Au moment du tirage, le greffier appellera à haute voix les noms inscrits sur la liste, et, à mesure qu'un nom sera appelé, M. le président devra prendre le bulletin correspondant et le mettre dans une urne. Lorsque tous les bulletins auront ainsi été jetés dans l'urne, et qu'ils auront été mêlés, M. le président tirera au sort un seul nom. Il en fera lecture à haute voix, et le greffier l'inscrira sur le procès-verbal de la séance.

« Je dois prévoir le cas où le membre désigné par le sort serait incapable de remplir les fonctions de juré, soit à raison de son âge, soit à raison de l'incompatibilité des fonctions qu'il exerce. En général, toutes les dispositions du droit commun qui peuvent se concilier avec l'institution de la haute-cour doivent être rigoureusement appliquées ; cette application, qui a été posée en principe dans la discussion

qui a précédé le décret, est la plus forte garantie qui puisse être assurée à la défense. La constitution n'a pas prévu l'âge des jurés, et elle n'a créé d'autre incompatibilité que celle résultant des fonctions de représentant du peuple. Mais il n'est pas douteux que les articles 1 et 4 du décret du 7 août 1848 doivent s'étendre aux jurés de la haute-cour, car ils ont le même caractère que les jurés ordinaires. Dès lors, comme il importe, pour ne pas donner lieu ultérieurement à des remplacements, de ne placer sur la liste que des citoyens capables, vous devez, dans le cas où le sort amènerait un juré incapable, requérir, séance tenante, et conformément à l'article 390 du Code d'instruction criminelle, son remplacement par un deuxième tirage.

« Cette opération doit être faite en audience publique de la Chambre à laquelle est attaché M. le premier président ou M. le président du tribunal. Un procès-verbal détaillé en constatera toutes les circonstances, et devra immédiatement être expédié en triple expédition, dont une me sera adressée, et les deux autres seront transmises au président de la haute-cour et au préfet. Je vous recommande d'apporter la plus grande célérité ainsi que la plus rigoureuse exactitude dans l'accomplissement de ces formalités.

« Aussitôt que l'opération du tirage sera accomplie, vous transmettez une expédition du procès-verbal à M. le préfet, qui est chargé, aux termes de l'article 389 du Code d'instruction criminelle, de faire notifier au juré désigné par le sort un extrait du procès-verbal constatant cette désignation. Je rappelle à ce magistrat qu'il doit veiller : 1° à ce que cette notification soit faite sans aucun délai ; 2° à ce qu'elle renferme en caractères lisibles le texte de l'article 95 de la constitution, portant que les jurés qui n'auront pas produit d'excuses valables seront condamnés à une amende de 1.000 francs à 10.000 francs et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus ; 3° à ce qu'elle assigne le juré cité à se trouver à Bourges, au palais de justice, le 5 mars prochain, à 10 heures du matin. »

D'autre part, quoique la constitution fût muette sur ce point, ajoutons que le président de la haute-cour tirait au sort les trente-six jurés et les quatre suppléants qui devaient former le jury de jugement, comme le fait le président d'assises.

C'est dans ce jury que les accusés et le ministère public exerçaient le droit de récusation comme en matière ordinaire (art. 96).

L'article 100 du projet primitif qui accordait ce même droit aux accusés et au ministère public,

ajoutait qu'il devait être exercé de manière à laisser toujours le jury de jugement composé de vingt-quatre jurés.

Cette restriction dont le but était d'éviter les inconvénients qu'on avait signalés lors de la haute-cour de 1791 (1) n'a pas été reproduite dans le projet définitif, et elle n'est pas passée dans la constitution.

On doit en conclure que les récusations ne sont plus limitées par ce nombre et que le jury pouvait être réduit à douze membres.

Mais en confiant aux membres des conseils généraux la mission importante de former le haut jury national, la constitution estimait que cette marque de confiance lui donnait le droit absolu d'exiger d'eux certaines obligations sous peine d'une sanction sévère.

C'est dans cet esprit que l'article 95 de la constitution portait que « les jurés qui n'auraient pas pro-

1. Aux termes de la loi du 15 mai 1791, chaque accusé avait le droit de récuser vingt jurés ; quand il y avait plusieurs coaccusés, aucune disposition ne les obligeant à se concerter pour l'exercice de leurs récusations, la liste des jurés était vite épuisée. A un autre point de vue le délai de quinze jours imparti par la loi à chacun des accusés, pour l'exercice de ses récusations, retardait singulièrement la marche des procédures.

duit d'excuse valable, seraient condamnés à une amende de 1.000 à 10.000 francs et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus ».

Le projet primitif était même plus rigoureux, puisqu'il allait jusqu'à prononcer la peine de l'emprisonnement avec un maximum de six mois et que l'amende minimum était de 5.000 francs (art. 99).

C'était bien sévère : aussi dès le projet définitif, avait-on supprimé l'emprisonnement et diminué l'amende : mais on y ajoutait la privation des droits politiques, addition qui fut votée sur cette observation du citoyen Lacaze que « celui qui manque à un devoir civique doit être puni par la privation des droits civiques » (1).

De fait, lors du procès de l'attentat du 15 mai, à Bourges, cette disposition produisit l'effet désiré : Un haut-juré, M. Cupillard, du Doubs, avant de s'abstenir, s'excusa. Il excipait de ce qu'il avait déjà dans l'année siégé comme juré dans une Cour d'assises, et se fondait sur l'article 21 de la loi du 7 août 1848, aux termes duquel nul ne pouvait être obligé de remplir les fonctions de juré plus d'une fois en trois ans. Cette excuse fut rejetée par la haute-cour par ce motif qu'elle était une juridiction tout à

1. *Moniteur Universel* du 19 octobre 1848, p. 2892.

fait distincte de la Cour d'assises et à laquelle, dès lors, les règles relatives au jury ordinaire ne s'appliquaient pas (1).

Il nous resterait pour être complet sur les questions relatives à la composition du haut-jury, à examiner le point de savoir si les membres des conseils généraux élus avant la convocation de la haute-cour pouvaient être jurés.

Cette difficulté fut soulevée deux fois : la première à Bourges par l'accusé Raspail, la seconde à Versailles par le prévenu Gambon.

Nous reviendrons sur ces débats lorsque nous étudierons les deux procès jugés à Bourges et à Versailles. Disons seulement que dans les deux cas la haute-cour se prononça pour l'affirmative, pour cette raison principale que la constitution avait maintenu l'existence et la composition des conseils généraux après avoir confié, aux membres de ces conseils, la mission d'être hauts-jurés et qu'on ne pouvait, par suite, subordonner l'exercice de l'attribution qui leur était faite à une élection nouvelle, ce qui eût été paralyser, pendant un temps indéter-

1. Haute-cour de Bourges, 7 mars 1849. S. 49. 2. 236. — Dalloz, 1849. I, p. 55. — *Gazette des Tribunaux*, 1849, n° du 9 mars, p. 463.

miné, l'action d'une juridiction légalement constituée.

Et c'est ainsi que, dans ces deux procès, certains conseillers généraux élus avant la convocation de la haute-cour purent siéger comme jurés.

§ 3. — *Ministère public, greffier, huissiers*

A côté des magistrats et des jurés, la constitution de 1848 prévoit qu'il y aura un ministère public.

Les magistrats chargés de cette fonction sont, aux termes de l'article 92 § 3, désignés par le Président de la République, et, en cas d'accusation du président ou des ministres, par l'Assemblée nationale.

Cette disposition est la reproduction exacte de celle qui avait été insérée dans le projet définitif (article 94) lequel était à deux mots près, la copie de l'article 96 du projet provisoire : Celui-ci, en effet, n'avait prévu la nomination du ministère public par l'Assemblée nationale qu'au cas d'accusation du président.

Il était naturel de conférer ce droit à l'Assemblée nationale au cas d'accusation d'un ministre, membre du pouvoir exécutif, et pour lequel le Président de la République aurait pu être suspecté d'avoir quel-

que bienveillance, et c'est ce qu'a consacré la rédaction définitive de l'article 92.

Voilà donc le principe : mais il y a une exception importante :

Lors de la revision de la constitution le 4 novembre 1848, l'Assemblée ajouta à l'article 68 plusieurs paragraphes, sur lesquels nous aurons à revenir, aux termes desquels le Président de la République coupable de certains faits constituant la haute trahison, est déclaré déchu de ses fonctions, et les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance.

Dans ce cas, les juges de la haute-cour de justice nommés chaque année, ainsi que nous l'avons expliqué, doivent se réunir immédiatement et convoquer les jurés ; ils doivent désigner eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public (1).

Rappelons enfin que le ministère public exerce, aux termes de l'article 96 concurremment avec l'accusé, le droit de récusation comme en matière ordinaire.

De même que le ministère public, et bien que la constitution fût muette à cet égard, les greffiers et

1. Disposition ajoutée, séance du 3 nov. 1848. (*Moniteur Universel* du 4 nov. p. 3079), et votée le 4 nov. (*Moniteur, Universel* du 5 nov. p. 3088).

huissiers de la haute-cour sont désignés par le Président de la République, sur le rapport du Garde des Sceaux (1), ministre de la Justice.

SECTION II. — *Compétence*

Il ne suffit pas qu'un tribunal quel qu'il soit possède une organisation réglée même dans ses détails

1. Voici, à titre d'exemple, le décret concernant le greffier et les huissiers qui exercèrent leurs fonctions à la haute-cour de Versailles :

« Le Président de la République,

« Vu le décret du 10 août 1849 qui convoque à Versailles la haute-cour de justice,

« Sur le rapport du Garde des Sceaux, ministre de la Justice,

« DÉCRÈTE :

« Article premier. — Le greffier de la Cour d'assises de Seine-et-Oise remplira les fonctions de greffier de la haute-cour pendant la durée de la session.

« Il pourra se faire assister d'un ou plusieurs commis assermentés.

« Art. 2. — Le président de la haute-cour désignera parmi les huissiers du tribunal de Versailles ceux qui devront remplir leurs fonctions près la haute-cour pendant la durée de la session.

« Fait à l'Elysée National, le 20 septembre 1849.

L.-N. BONAPARTE

« Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

ODILON BARROT.

infimes ; il est encore indispensable, en vue de son fonctionnement, que les limites de sa compétence soient rigoureusement déterminées par la loi et que sa sphère d'action soit clairement définie.

A cet égard, la compétence de la haute-cour de justice instituée en 1848 peut être envisagée sous deux aspects différents : tantôt la haute-cour aura à juger les infractions commises par certaines personnes déterminées, jugement qui lui est réservé à raison même des fonctions des prévenus : c'est la compétence *ratione personæ* ; tantôt elle connaît des crimes, attentats ou complots commis par des personnes quelconques, lorsque ces attentats, crimes ou complots ont eu pour objet d'ébranler la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat : c'est la compétence *ratione materiæ*.

§ 1. — Compétence « *ratione personæ* »

Dans sa conception primitive, la constitution de 1848 étendait la compétence de la haute-cour de justice à une triple catégorie de personnes : 1^o le Président de la République ; 2^o les ministres ; 3^o les membres de l'Assemblée nationale.

C'est ce qui résultait de l'article 95 § 1 du projet provisoire du citoyen Marrast, dont le texte était lit-

téralement reproduit dans l'article 93 § 1 du projet définitif et conçu de la façon suivante : « Une haute-cour de justice juge sans appel ni recours en cassation les accusations portées par l'Assemblée nationale soit contre ses propres membres, soit contre le Président de la République ou les ministres. » (1).

Mais la constitution restreignit cette compétence aux seuls Président de la République et ministres, et la supprima à l'égard des représentants du peuple.

En effet lorsque la constitution revint le 4 novembre 1848 devant l'Assemblée nationale pour les travaux de revision, cette modification lui fut proposée au nom de la Commission par le citoyen Vivien. Et à l'appui de cette suppression, celui-ci disait : « A l'égard des membres de l'Assemblée nationale, le droit commun subsiste. Il arrive seulement que, ces membres étant protégés en raison de leur caractère politique, on ne peut les mettre en jugement sans une autorisation de l'Assemblée, et un article déjà voté de la constitution a réglé ce droit (2).

1. Voté en première lecture sans modification le 18 octobre 1848. (*Moniteur universel* du 19 oct., p. 2891.)

2. C'est l'article 37 ainsi conçu : « Ils (les représentants du peuple) ne peuvent être arrêtés en matière criminelle, sauf

« Quand l'Assemblée accorde l'autorisation de diriger des poursuites contre un de ses membres, elle ne le décrète pas d'accusation, elle se borne à lever l'obstacle qui pourrait empêcher la justice de suivre son cours ; elle ne préjuge rien sur le fond du procès ; elle déclare qu'il n'y a pas d'obstacle politique à ce que les poursuites soient continuées.

« Nous entendons rester dans ces termes, et comme la phrase du paragraphe 1 dont je viens de parler indiquait une pensée contraire, nous nous proposons de la supprimer. » (1).

La constitution de 1848 ne laissait donc justiciables de la haute-cour de justice que le Président de la République et les ministres ; mais dans quelles conditions et avec quelles particularités ? C'est ce qu'il convient d'examiner ici.

A. — *Compétence obligatoire à l'égard des infractions commises par le Président de la République.* — Relativement au Président de la République, la juri-

le cas de flagrant délit, ni poursuivis qu'après que l'Assemblée a permis la poursuite.

« En cas d'arrestation pour flagrant délit, il en sera immédiatement référé à l'Assemblée, qui autorisera ou refusera la continuation des poursuites. Cette disposition s'applique au cas où un citoyen détenu est nommé représentant. »

1. *Moniteur Universel* du 5 nov. 1848, p. 3090.]

diction de la haute cour présentait un caractère obligatoire, si toutefois, en principe, l'Assemblée nationale jugeait bon de la saisir.

L'article 100 portait, en effet : « le Président de la République n'est justiciable que de la haute-cour de justice. — Il ne peut, à l'exception du cas prévu par l'article 68, être poursuivi que sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale, et pour crimes et délits qui seront déterminés par la loi. »

Cette compétence absolue n'est nullement douteuse, car les différents projets de constitution sont unanimes sur ce point (art. 107 du projet provisoire et art. 105 du projet définitif). Seule une légère modification, pure question de rédaction (1) fut introduite, consistant à remplacer les mots : « ... pour crimes ou délits prévus par la loi », par « ... qui seront déterminés par la loi ».

Ainsi donc, pour tous les crimes qui seront déterminés par la loi, le Président de la République est

1. C'était du moins sous cette forme modeste, « simple question de rédaction », que le citoyen Saint-Romme proposa sa modification (séance du 18 oct. 1858. *Moniteur* du 19, p. 2893). Mais il nous semble que ce changement aurait pu avoir des conséquences plus graves, aux cas où on aurait eu à juger le président sans qu'une loi postérieure fût intervenue pour faire connaître les crimes et délits dont il s'agit.

justiciable de la haute-cour de justice mais seulement sur la proposition de l'Assemblée nationale.

Mais ce point même renfermait une lacune excessivement grave : car, que le Président de la République prorogéât l'Assemblée nationale, et du même coup il était à l'abri de toute poursuite, puisque l'Assemblée n'était plus là pour le déférer à la haute cour. Les constituants de 1848 s'efforcèrent de remédier à ce défaut en instituant dans l'article 68 ce qu'ils appelèrent le crime de haute trahison, expression à laquelle ils donnaient un sens spécial, qu'ils eurent le soin de préciser ; chose d'autant plus nécessaire que ce seul fait devait, à leur idée, entraîner la déchéance du Président de la République, le devoir pour les citoyens de lui refuser obéissance et la translation à l'Assemblée du pouvoir exécutif, en même temps que la haute-cour était saisie *ipso facto*.

Mais ce ne fut pas sans difficultés (1) qu'on arriva à donner la définition cherchée, qui reste encore assez incomplète.

En effet, à la séance du 4 novembre 1848, lors du vote final de la constitution, la Commission proposa

1. Ce n'était pas seulement une question d'ordre juridique. L'article 68, comme le fit remarquer le citoyen Combarel de Leyval, prévoyait en quelque sorte le programme d'une révolution, chose extrêmement difficile à tracer d'a-

d'ajouter à l'article 68 qui posait en principe la responsabilité de tous les fonctionnaires (1) à raison des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions (2), deux paragraphes dont le premier était ainsi

vance, et qui explique que le débat dévia le plus souvent sur le rôle que l'Assemblée aurait à jouer en pareil cas dans l'intérêt de l'indépendance de ses délibérations et dans l'intérêt de la liberté de la patrie. (Séance du 3 novembre 1848. *Moniteur Universel* du 4 novembre, p. 3077.)

1. Art. 68. — « Le Président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique sont responsables, chacun en ce qui les concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration. — Toute mesure par laquelle le Président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat est un crime de haute trahison. — Par ce seul fait, le Président est déchu de ses fonctions ; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Les juges de la haute-cour de justice se réunissent immédiatement à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désigneront pour procéder au jugement du Président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions de ministère public. — Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite. »

2. Ils furent en cela mieux inspirés que les Constituants de 1875, qui se bornèrent à ne déclarer le Président de la République responsable que dans le cas de haute trahison. (Loi constitutionnelle du 25-28 février 1875, art. 6.)

On peut à ce propos rappeler que la constitution du Danemark contient un article 43 ainsi conçu : « Le Rigsdag est

conçu : « Toute mesure par laquelle le Président de la République dissout ou proroge l'Assemblée nationale est un crime de haute trahison. » (1).

Le citoyen Deville fit fort justement observer que cette disposition additionnelle prévoyait seulement deux cas de haute trahison : celui de la dissolution de l'Assemblée, et celui de la prorogation, mais qu'il pouvait arriver qu'une Assemblée ayant épuisé son mandat, il fallût procéder à la nomination d'une nouvelle Assemblée, et qu'alors le Président s'opposât, par des moyens quelconques, à cette nomination ; et il demandait qu'il y eût également crime de haute trahison si le Président de la République s'opposait à la nomination d'une nouvelle Assemblée (2). Et dans le même sens, le citoyen Combarel de Leyval proposa de compléter l'article par la disposition suivante, insérée après les mots « Toute mesure par laquelle le Président proroge ou dissout l'Assemblée nationale », « tout acte ayant eu pour effet d'empêcher tout ou partie de l'Assemblée nationale de se réunir, ou de porter atteinte à sa composition et à la

inviolable, quiconque en attaque la sécurité ou la liberté, quiconque donne un ordre dans ce sens, est coupable du crime de haute trahison. » (Cité par Mandrette. *De la Haute-Cour de Justice*, p. 150.)

1. Voir le *Moniteur Universel* du 4 novembre 1848, p. 3079.

2. Voir le *Moniteur Universel* du 4 novembre 1848, p. 3079,

liberté de ses délibérations » constitue le crime de haute trahison (1).

Comme on objectait (2) qu'il serait préférable de qualifier de la même manière tout acte « ayant pour objet ou tendant à empêcher... etc. », l'auteur de l'amendement fit remarquer qu'il ne fallait pas mettre sur le même pied la tentative et le fait accompli (3), s'en remettant au surplus à la rédaction que voudrait bien présenter la Commission à laquelle il demandait le renvoi de l'article et des amendements.

Le lendemain 4 novembre, la Commission donnait une nouvelle rédaction de l'article 68, donnant satisfaction aux critiques qui avaient été faites, en qualifiant crime de haute trahison « Toute mesure par laquelle le Président de la République dissout l'Assemblée nationale, la prorroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat ».

C'était donc bien sous un jour spécial que les Constituants de 1848, singulièrement prescients de l'avenir, envisageaient le crime de haute trahison : il eût été, semble-t-il, plus conforme à la réalité juridique

1. *Moniteur Universel*, 4 novembre 1848, page 3079.

2. Le citoyen Louis Perrée, *Moniteur Universel* du 4 nov., p. 3079.

3. Surtout en raison de ce fait qu'on déclarait que la haute cour se réunirait d'elle-même, ce qui supposait que l'Assemblée n'était plus là pour la saisir.

de comprendre également comme haute trahison tout attentat qui porterait atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

On le voit aisément, la notion de haute trahison n'en restait pas moins fort imprécise et dangereuse, surtout lorsqu'il s'agissait d'une constitution qui plaçait en présence l'un de l'autre deux pouvoirs égaux par l'origine et nécessairement hostiles; celui d'un homme et celui d'une assemblée, en donnant au second tous les droits de se faire obéir par le premier et au premier toute la force nécessaire pour désobéir au second. Fatalement d'une telle situation il ne pouvait sortir qu'un coup d'Etat (1).

Observons encore sur cet article qu'il ne prévoyait comme crime de haute trahison que le fait accompli, ne s'occupant pas de la tentative.

Cette différence s'explique par les conséquences que les Constituants de 1848 indiquaient comme découlant du crime en question : ces conséquences n'auraient pas pu être les mêmes si la tentative avait été assimilée à l'attentat réalisé puisque la haute trahison entraînait *ipso facto*, ainsi que nous l'avons dit, la déchéance du Président de la République, la translation du pouvoir exécutif à l'Assemblée natio-

1. Voir Faure. *De la Haute-Cour*, p. 69.

nale et la saisie de la haute-cour (1) dont la compétence était, dans ce cas, absolument obligatoire.

Quoi qu'il en soit, dans l'esprit des hommes de cette époque, le Président de la République devait en tout état de cause relever exclusivement de la juridiction de la haute-cour ; mais cette règle ne s'appliquait qu'à lui seul et les ministres eux-mêmes étaient dans une situation différente.

B. — *Compétence facultative à l'égard des infractions commises par les ministres.* — En règle générale la responsabilité judiciaire des ministres, soit à raison des actes de leurs fonctions, soit à raison de leurs délits privés, se retrouve dans toutes les constitutions. Presque toutes, en effet, les soumettent à une juridiction spéciale : Chambre-haute, haute-cour, Cour suprême de droit commun, suivant le système de juridiction politique adopté.

Parmi les constitutions antérieures à 1848, celle établie par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII accordait à la haute-cour de justice la connaissance de tous les crimes et délits commis par les ministres, même de leurs crimes et délits privés ; d'autres, au

1. Voir pour les détails des discussions sur cette seconde partie de l'article, le *Moniteur Universel* des 4 et 5 novembre 1848, pp. 3079 et 3088.

contraire, par exemple la constitution de 1791, celles de l'an III, de l'an VIII et la charte de 1814 limitaient la compétence aux crimes ou délits que le ministre avait commis dans l'exercice de ses fonctions, c'est-à-dire en tant que ministre. Pour les infractions dont il s'était rendu coupable dans sa vie privée, il restait justiciable des tribunaux ordinaires.

Cette distinction entre les délits relatifs aux fonctions et les délits privés a été consacrée par la constitution de 1848 (1).

En effet l'article 91 déclarait la haute-cour de justice compétente relativement aux accusations portées par l'Assemblée nationale contre les ministres, mais à raison seulement, ainsi que cela résulte de la combinaison de cet article avec l'alinéa 1^{er} de l'article 65, de leurs actes de gouvernement ou d'administration.

Cette expression a l'avantage d'être plus précise que celle employée fréquemment et qui consiste à déclarer de la compétence de la haute-cour « les crimes ou délits commis par les ministres dans l'exer-

1. C'est d'ailleurs le système adopté par la loi de 1875 et par plusieurs constitutions étrangères, notamment : Autriche-Hongrie, Etat-Unis, Pays-Bas, etc. (Voir Mandrette, *op. cit.*, p. 163.)

cice de leurs fonctions » disposition qui a donné lieu à des interprétations divergentes (1)

De plus, aux termes de l'article 98, dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée nationale pouvait à son gré, pour les réparations civiles, renvoyer le ministre inculpé soit devant la haute-cour, soit devant les tribunaux ordinaires.

Dans les deux projets primitifs, il fut également question d'une troisième juridiction : le Conseil d'Etat. Mais elle fut rejetée après une vive interpellation adressée à la Commission touchant ce renvoi.

C'est qu'en effet, les adversaires de cette juridiction l'accusaient, à juste titre, d'instituer un véritable tribunal d'exception rappelant les juridictions exceptionnelles de l'ancien régime, le Conseil d'Etat n'étant, comme le disait Combarel de Leyval à la séance du 18 octobre (2), « qu'une émanation de l'Assemblée et son mandataire », puisque, aux termes de l'article 72 de la constitution, les membres de ce conseil étaient nommés pour six ans par l'Assemblée nationale elle-même.

A ces raisons, les partisans du Conseil d'Etat

1. Voir Mandrette, Faure et Lair à propos de cette locution qui est celle employée par la constitution de 1875.

2. *Moniteur universel* du 19 octobre 1848, p. 2892.

ripostaient que le renvoi d'un ministre devant lui ne se référerait dans la pensée de la Commission qu'au cas où l'inculpé se rendrait coupable de faute qu'on pourrait en quelque sorte qualifier de disciplinaires.

Quoi qu'il en soit, l'Assemblée nationale refusa au Conseil d'Etat toute compétence vis-à-vis des ministres et ne laissa subsister à côté de la compétence de la haute-cour que celle des tribunaux ordinaires (1).

Cette distinction entre les délits imputables à l'homme public et les délits imputables à l'homme privé est très rationnelle : On ne saurait faire critiquer par les tribunaux ordinaires les actes gouvernementaux ou administratifs des ministres, mais pour l'appréciation des actes de leur vie privée, il n'est pas besoin des lumières spéciales d'une haute-cour.

Cependant, si la haute-cour est inutile en cette hypothèse, la simple juridiction ordinaire paraît mal choisie lorsqu'il s'agit d'un délit privé d'un ministre ; en raison de sa situation, il serait, semble-t-il, plus logique de lui appliquer les règles de poursuite

1. Nous ne donnons pas plus de détails sur cette discussion malgré l'intérêt qu'elle pourrait présenter, estimant qu'elle ne rentre pas dans le cadre de cette étude réservée, non à la responsabilité des ministres, mais à la haute-cour. (Voir ces discussions au *Moniteur Universel* du 19 octobre 1848, p. 2892 et suiv., et du 5 novembre 1848 p. 3090).

et de compétence édictées par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 ou les articles 479 et suivants du Code d'instruction criminelle qui rendent certains fonctionnaires, subordonnés aux ministres, directement justiciables, pour leurs délits privés, d'une Cour d'appel : tel est le cas, en particulier, des généraux commandant une division, des archevêques, voire même des juges de paix.

On peut donc dire que c'est là une lacune de la constitution de 1848.

Nous avons vu ainsi l'article 68 de la constitution ainsi que l'article 100. Celui-ci qui établissait la compétence obligatoire de la haute-cour vis-à-vis du Président de la République, prévoyait une loi pour déterminer les cas de responsabilité du président et, par suite, ceux sur lesquels la haute-cour de justice pourrait avoir à se prononcer.

Pour donner satisfaction à cet article, une proposition fut élaborée par une Commission de quinze membres élue par l'Assemblée nationale et présentée par le citoyen Crémieux au cours de la séance du 28 février 1849. Cette proposition réglementait en détail la responsabilité du président, des ministres et des agents secondaires du pouvoir (1).

1. Voir, pour les détails de cette proposition, Faure, *op. cit.*, p. 135.

Mais ce projet ne fut pas discuté par la Constituante ce n'est qu'en 1850 que M. Pradié le reprit et le presenta à l'Assemblée qui vota le renvoi au Conseil d'Etat ; mais le 2 décembre survint avant qu'une solution fût intervenue.

§ 2. — *Compétence « ratione materiæ »*

A côté de sa compétence vis-à-vis de certaines personnes déterminées, en raison même de leur situation et de leurs fonctions politiques, la haute-cour de 1848 devait, ainsi que nous l'avons indiqué, connaître de certains faits graves menaçant la sûreté de l'Etat quels qu'en fussent les auteurs.

A cet égard l'article 95 du projet provisoire et l'article 93 du projet définitif se bornaient à déclarer que la haute-cour jugeait toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat. Mais il était nécessaire de limiter cette compétence trop étendue aux seuls faits assez importants pour qu'il fût prudent d'en ôter la connaissance aux tribunaux ordinaires.

C'est ce que fit remarquer le citoyen Chara-manle (1) à la séance du 18 octobre 1848 en propo-

1. « Vous avez organisé, dit-il, une haute-cour de justice, vous lui avez renvoyé le jugement du Président de la Répu-

sant de limiter cette compétence aux seuls crimes, attentats ou complots que l'Assemblée nationale aurait jugé bon de renvoyer devant la haute-cour, et en observant qu'il ne fallait pas confondre, comme semblaient le croire certains représentants, cette limitation avec la disposition prévoyant que la haute-cour ne pourrait être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale ; la question de compétence étant indépendante de celle de savoir de quelle manière sera saisie la haute-cour, lorsqu'il y aura lieu de la convoquer.

Ces observations furent entendues, et l'article 91 de la constitution fut en conséquence libellé ainsi : « Elle (la haute-cour) juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat que l'Assemblée nationale aura renvoyées devant elle. »

Il est à remarquer que ce texte concède à la haute-cour une compétence très étendue : En effet, si on

blique, des ministres, des membres de l'Assemblée et des citoyens eux-mêmes ; mais il résulterait de la latitude de rédaction de l'article 93 que, dans tous les cas en matière de complot, il y aurait nécessité absolue de saisir la haute-cour de justice ; il y aurait là quelque chose d'excessif ; il peut se rencontrer des conspirateurs obscurs qu'il n'y aurait pas d'inconvénients d'abandonner à la justice ordinaire. » (Séance du 18 oct. *Moniteur Universel* du 19 octobre, p. 2893.)

le compare aux textes de certaines constitutions antérieures, particulièrement celle de 1791 où la haute-cour connaissait des « crimes » qui attaquaient la sûreté générale de l'Etat, on constate qu'en 1848 à côté des crimes, on soumet à la haute-cour les attentats et les complots eux-mêmes : En effet, passer sous silence les « complots » c'eût été, en même temps, supprimer la juridiction de la haute-cour dans le cas où elle est le plus efficace et le plus utile. Il est évident que tout complot est le germe d'un attentat ; or il est préférable de poursuivre et réprimer le crime au moment de son éclosion, lorsqu'il n'est encore que complot, que de le laisser progresser et d'attendre qu'il soit devenu attentat.

Dans ces conditions, la constitution de 1848 en accordant à la haute-cour une semblable compétence permettait à l'Etat, d'aller chercher le crime politique à son origine même, à sa naissance, là enfin où il était encore aisé de l'étouffer, et elle mérite, sur ce point encore, d'être largement approuvée.

§ 3. — *Questions diverses se rattachant
à la compétence*

Avant de quitter cette étude relative à la compétence de la haute-cour, il paraît indispensable d'y rattacher les deux questions suivantes :

A. — *La haute-cour doit-elle être compétente à l'égard des faits commis antérieurement à la Constitution ?*

Un tribunal nouvellement institué, la haute-cour de justice en l'espèce, pouvait-il connaître des crimes ou délits commis avant sa création ? — En d'autres termes, devait-on appliquer dans la circonstance les principes admis dans la plupart des législations, sur la non-rétroactivité des lois criminelles ? Devait-on, en conséquence, soumettre encore aux tribunaux ordinaires les crimes commis contre la sûreté de l'Etat avant la promulgation de la constitution de 1848 qui instituait la haute-cour nationale ?

Telle était la question qu'avait à résoudre l'Assemblée nationale, question importante, non seulement à cause des principes juridiques en jeu, mais encore par suite de cette circonstance qu'il avait été commis au mois de mai 1848, c'est-à-dire avant le vote de la constitution, un attentat susceptible d'être porté devant la haute-cour nationale.

Serait-elle donc compétente ? — *A priori* on était tenté de répondre par la négative et d'admettre l'application des principes de droit commun sur la non-rétroactivité des lois.

C'est la solution que le citoyen Deville, membre de l'Assemblée nationale, croyait nécessaire lorsqu'il

proposait à la Constituante d'introduire dans l'article 91 § 2 après les mots « attentats ou complots », l'addition suivante «... commis depuis la promulgation de la constitution ».

Mais le citoyen Dupin, membre de la Commission, combattit cet amendement en faisant observer qu'il ne fallait pas, en matière criminelle, confondre ce qui tient aux juridictions, avec ce qui tient au fond du droit. « Il est de principe, par exemple, disait-il, qu'un fait ne peut donner lieu à une poursuite qu'autant qu'il est déclaré crime ou délit par une loi antérieure à ce fait ; car, tant qu'un fait n'est pas mis au rang des crimes ou des délits, ce fait peut n'être pas louable, mais il n'est pas punissable. Il y a un autre principe encore, c'est qu'aucun fait déclaré crime ou délit ne peut être puni que d'une peine portée avant que le fait eût été commis ».

Voilà les deux principes de non-rétroactivité nettement posés. Mais Dupin ajoute : « Quant à la juridiction, c'est tout autre chose ; la juridiction est de droit public et de forme : l'Etat conserve éternellement le droit de changer les juridictions, et cela s'est fait plusieurs fois en France depuis 1789. »

« Ainsi, continuait-il en prenant un exemple, s'il y avait eu dans les prisons de la Chambre des Pairs des prévenus d'attentat, est-ce que vous trouveriez

extraordinaire de les renvoyer devant la haute-cour ? Non, puisque une haute-cour a toujours existé depuis le commencement de la Révolution... » ; et il concluait :

« Quoique cette haute-cour soit établie seulement aujourd'hui, il n'est pas vrai de dire qu'elle ne serait compétente que pour juger les crimes et délits commis depuis la promulgation de la constitution. Non, les principes qui font le fond du droit criminel, protègent les accusés dans toutes les situations contre les tentatives de rétroactivité ; mais les juridictions n'ont pas d'époque ; à l'instant même où une juridiction est créée, elle se saisit de la connaissance de tous les crimes et délits qui lui sont attribués par la loi. » (1).

Ces arguments firent tomber les dernières hésitations de l'Assemblée nationale qui repoussa l'amendement que présentait le citoyen Deville.

Cette question de la compétence devait d'ailleurs être discutée encore, ainsi que nous le verrons lorsque nous étudierons les débats de la haute-cour réunie à Bourges, en vue de juger les auteurs de l'attentat du 15 mai 1848.

1. Séance de l'Assemblée nationale du 3 novembre 1848. (*Moniteur Universel* du 4 novembre, p. 3.080. Dalloz, 1848, IV, p. 248 note n° 112).

B. — *La haute-cour peut-elle statuer sur sa propre compétence ?* — Telle est la deuxième question qu'il y a lieu d'étudier à propos de la compétence.

Une fois convoquée, la haute-cour, pourrait-elle apprécier à son tour, comme le faisait la Chambre des pairs, l'opportunité de sa compétence, et, si elle le jugeait à propos, se dessaisir de l'affaire.

Il ne peut s'agir ici que du cas où la haute-cour n'aurait qu'une compétence facultative ainsi que nous l'avons vu précédemment, puisqu'elle est obligatoirement juge, par l'article 91 de la constitution, du Président de la République.

Cette question n'est pas celle de savoir si la haute-cour a le droit d'examiner la légalité de sa compétence.

Ce droit, la haute-cour de justice l'a comme tout tribunal et elle l'a déclaré, d'ailleurs, dans son arrêt du 8 mars 1849, dont nous aurons à reparler (1).

Mais examiner l'opportunité de sa compétence est autre chose : cela consiste non plus à se demander si le fait à juger rentre bien dans ceux qui lui sont soumis par la loi, mais, si en supposant qu'elle soit compétente, les faits sont assez graves et ont une portée telle qu'elle doit connaître de l'affaire.

1. Voir ci-dessous, p. 103.

Pour résoudre la première question, il faut qualifier et définir, en droit, les faits reprochés ; pour résoudre la seconde, il faut apprécier le caractère non pas légal, mais pour ainsi dire moral et politique des faits.

Nous ne pensons pas que la haute-cour ait eu à cet égard les mêmes droits que la Chambre des pairs. En effet, la haute-cour de justice est saisie en vertu d'un décret-loi de l'Assemblée nationale qui la convoque et qui, par cela même, détermine sa compétence. Si la Chambre des pairs, dans des cas analogues, commençait par déclarer sa compétence, c'est que la loi qui, selon les Chartes, devait définir les attentats dont le jugement lui était attribué, ne fut jamais rendue : il fallait donc que, dans chaque affaire, elle commençât par examiner si les crimes qui lui étaient déférés rentraient par leur gravité dans la classe de ceux dont elle devait connaître, et qu'en suite de cet examen elle déclarât sa compétence.

On ne pourrait pas nous objecter les conclusions de l'avocat général Sévin à la Cour de cassation, à propos du pourvoi de Raspail et autres contre le décret qui les déférait à la haute-cour de Bourges. Il se prononçait pour le rejet du pourvoi en déclarant qu'on ne pouvait concevoir un pourvoi devant un corps judiciaire contre un acte souverain du pou-

voir législatif. « Mais, ajoutait-il, les accusés ne seront pas désarmés si ce décret est illégal et entaché de rétro-activité, car ils conserveront tous leurs droits devant la haute juridiction à laquelle ils vont se trouver soumis et pourront, s'ils le jugent convenable, soulever tous les moyens d'incompétence et d'illégalité contre le décret. »

Et la Cour a, conformément à ces conclusions, rejeté le pourvoi dont il s'agit, après avoir déclaré « que les diverses questions qui se rattachent à l'incompétence ne peuvent être débattues, s'il y a lieu, que sous forme d'exception opposée devant la haute-cour de justice (1). »

Il ne s'agissait donc pas là de laisser à la haute-cour le soin de juger sa compétence au point de vue de son opportunité (2).

1. Dalloz, 1849, I, p. 53. col. 1.

2. Si la légalité était discutable, c'était, ainsi que nous le verrons plus loin : 1° parce qu'un arrêt régulier de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris avait prononcé le renvoi des accusés devant les assises de la Seine ; 2° que par son décret du 22 janvier, l'Assemblée nationale sans tenir compte de cet arrêt renvoyait les accusés devant la haute-cour et, 3° au surplus, que la Constitution instituant la haute-cour elle-même avait été votée le 4 novembre 1848, c'est-à-dire à une date postérieure à celle des faits qui étaient déférés à la haute-cour.

SECTION III. — *Questions diverses concernant l'organisation et le fonctionnement théoriques de la haute-cour*

Avant d'aborder l'étude des circonstances dans lesquelles la haute-cour de justice eut à se réunir au cours de la seconde République, et par conséquent à utiliser pratiquement les règles relatives à son organisation ainsi que la constitution du 4 novembre les formulait, il nous paraît utile de fixer brièvement, dès à présent, certains points de détail susceptibles d'éclairer plus complètement la marche des débats devant ce Tribunal spécial durant le cours de ses travaux depuis l'époque où il se réunit jusqu'au moment où sa mission prend fin :

I. — *Comment est saisie la haute-cour ?*

La haute-cour de justice ne peut être saisie, d'après l'article 93 § 2 du projet définitif et l'article 91 § 3 de la Constitution, qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale.

Ce droit de poursuite lui appartient exclusive-

ment, qu'il s'agisse d'une accusation portée soit contre le Président de la République, soit contre les ministres ; c'est elle aussi qui est chargée de dessaisir la justice ordinaire des attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat pour les déférer à la haute-cour (1).

En suivant cette ligne de conduite, la constitution de 1848 estimait qu'un décret du pouvoir exécutif n'était pas suffisant, et qu'il était nécessaire de confier, aux représentants mêmes de la nation, le soin d'apprécier les circonstances politiques qui pouvaient commander le renvoi de certains crimes devant la haute-cour de justice (2).

Le même article 91 contient, en outre, une disposition ajoutée lors de la revision de la constitution (3), prévoyant une exception à cette règle générale, de

1. C'est ainsi que la haute-cour fut convoquée à Bourges par un décret du 22 janvier 1849, et à Versailles par un décret du 10 août de la même année.

2. Cette opinion était conforme aux idées des hommes de la révolution de 1789. C'est ainsi que le Tiers Etat de Pont-à-Mousson demandait que « les ministres soient responsables de leur gestion aux états généraux qui pourront les faire juger sur le fait de l'exercice de leurs fonctions par les juges compétents. » (Voir Lair, *op. cit.*, p. 123.)

3. Séance du 4 novembre 1848. *Moniteur Universel* du 5, p. 3090.

la saisie de la haute-cour par un décret de l'Assemblée nationale : cette exception se réfère au cas de haute trahison du Président de la République ; la haute-cour est alors saisie directement et de plein droit, ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire précédemment en étudiant l'article 68 (1).

Le décret de l'Assemblée nationale qui saisissait la haute-cour, fixait également la ville où elle tiendrait ses séances (art. 91) et cela pour écarter la juridiction du siège des passions politiques.

A ce principe encore, on doit apporter une exception à la suite du vote de l'article 68 concernant le cas de haute trahison du Président de la République.

Dans cette hypothèse, c'étaient les magistrats qui, se réunissant de plein droit, désignaient le lieu où les jurés devraient s'assembler pour procéder au jugement du président et de ses complices (2).

1. Voir ci-dessus, p. 55.

2. Le texte proposé par la Commission s'exprimait ainsi : « Les juges de la haute-cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture, dans le lieu qu'ils désignent. » Mais on a fait remarquer que pour désigner un lieu, il fallait que les juges se réunissent, et que conséquemment on ne pouvait pas dire qu'ils se réunissaient dans le lieu par eux désigné. C'est sur cette observation que l'article fut modifié conformément au texte passé dans la constitution. (Séance du 4 novembre 1848. *Moniteur Universel* du 5, p. 3088.)

II. — *Instruction, procédure et jugement*

Suivant quelles règles la haute-cour allait-elle diriger son instruction ? La constitution de 1848 est entièrement muette sur ce point.

En fait, la haute-cour, à cette époque, ne fut jamais saisie que lorsque l'instruction fut achevée par la justice ordinaire.

« Il semble, du reste, qu'il eût été impossible de lui confier, comme autrefois à la Cour des pairs, le soin d'instruire elle-même les affaires. La haute-cour, avec son caractère exclusivement judiciaire, ne pouvait, comme la Cour des pairs, se mettre au-dessus des lois, sortir des attributions légales dans lesquelles son action était circonscrite, et se donner à elle-même un organe que lui avait refusé la constitution. » (1).

Quant à la procédure à suivre devant la haute-cour, elle ne fait l'objet d'aucune loi organique antérieure à sa première convocation au début de 1849. Force était donc ou de se référer à des textes existants ou bien de rédiger à la hâte un ensemble de règles de circonstance.

1. Voir Lair, *op. cit.*, pp. 256 et 257.

Un amendement dans ce dernier sens fut même déposé par le citoyen Durand lors du vote du décret convoquant la haute-cour à Bourges : il demandait à l'Assemblée nationale de déterminer dans le délai de huit jours les formes à suivre devant la haute-cour.

Mais la proposition échoua sur la remarque faite par le ministre de la Justice, Odilon-Barrot « que le Code d'instruction criminelle était là, et qu'il était parfaitement applicable » (1).

L'Assemblée nationale reconnaissait donc, implicitement du moins, que le Code d'instruction criminelle devait servir de règle dans les procès portés devant la haute-cour.

Cela résultait également, d'une manière indirecte, des débats qui eurent lieu à propos des articles 100 et suivants du projet définitif. Nous avons précédemment exposé que ce projet prévoyait la compétence du Conseil d'Etat pour le jugement des ministres. Cette disposition était suivie de diverses autres indiquant les conditions dans lesquelles le Conseil d'Etat aurait à se prononcer, et l'article 103 ajoutait : « les débats auront lieu en séance publique ».

1. Séance du 22 janvier 1849. *Moniteur Universel* du 23 janvier.

L'Assemblée nationale ayant rejeté la compétence du Conseil d'Etat, les articles relatifs au jugement qu'il aurait eu à rendre devenaient sans objet.

Toutefois, on se demanda s'il n'y aurait pas lieu de conserver le texte de l'article 103, qui s'appliquerait dès lors aux audiences de la haute-cour ; c'était l'opinion du citoyen Saint-Romme. Mais la disposition combattue par Dupin, comme inutile, les débats en matière criminelle étant publics en principe, ne passa pas dans la constitution (1).

Si les dispositions du Code d'instruction criminelle s'appliquent en règle générale, il y a cependant lieu de noter une exception en ce qui concerne la majorité nécessaire pour la déclaration de culpabilité et qui, suivant l'article 97 de la constitution, doit être des deux tiers des voix, alors que l'article 347 (texte de 1808) du Code d'instruction criminelle prévoit seulement que « la décision du jury se formera pour ou contre l'accusé, à la majorité, à peine de nullité, et qu'en cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra ».

On a voulu, par là, donner plus de chances d'acquiescement aux accusés politiques : même il avait été

1. Voir séance du 18 oct. 1848. *Moniteur Universel* du 19, p. 2893.

proposé par le citoyen Saint-Romme de porter la majorité aux trois quarts des voix, pour la raison qu'il devait y avoir une différence pour la majorité entre le cas d'un procès politique à un aussi haut degré et les cas ordinaires. « Dans ceux-ci, disait-il, en effet, il n'y a en général qu'une chance pour le mauvais jugement : c'est l'erreur ; dans les procès politiques, il y a deux chances : il y a l'erreur et la passion politique. Il serait donc bon qu'on donne à l'accusé la chance d'une voix de plus, en exigeant pour la condamnation neuf voix au lieu de huit. »

Mais l'assemblée s'arrêta à la majorité des deux tiers (1).

III. — *Jugement des Contumax*

Le jugement des contumax n'était pas prévu dans la constitution : on devait donc suivre, dans ce cas, les dispositions du Code d'instruction criminelle qui portent que la Cour les jugera sans l'intervention du jury. C'est d'ailleurs ce qui eut lieu à Bourges.

Cette manière de procéder est, en droit commun, très logique et très simple : d'une part, en effet, elle offre toutes garanties à l'accusé, puisque, s'il se cons-

1. *Moniteur Universel*, n° 293 du 19 octobre 1848, p. 2892.

titue prisonnier ou est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites sont anéanties de plein droit, et qu'il est procédé à son égard dans la forme ordinaire à un nouveau jugement (art. 476 du C. d'inst. crim.). D'autre part, elle ne donne lieu à aucune difficulté ; le prévenu qui retombe sous le coup de la justice trouve à cet instant même des juges prêts à l'entendre et possédant un caractère permanent.

Mais, quand il va s'agir d'un tribunal au caractère exclusivement temporaire, dont la convocation dépend du pouvoir discrétionnaire d'une assemblée politique, comme la haute-cour de justice, quelle va être la situation juridique du contumax qui n'a plus devant lui de tribunal compétent pour lui demander compte de ses actes ?

Sans doute, le jugement rendu par contumace ne sera pas exécuté contre lui ; et, à cet égard, il est placé dans la même situation qu'un prévenu de droit commun. Mais, va-t-il, en attendant une nouvelle convocation de la haute-cour, subir une détention préventive indéterminée ?

Malgré ce que cette hypothèse a de peu humain, il nous semble que rien, en principe, ne peut empêcher qu'elle se réalise.

Disons toutefois que, dans la constitution de 1848, on aurait pu trouver une solution, sauf s'il s'était agi du Président de la République.

En effet, la haute-cour n'avait à juger les ministres et les personnes prévenues d'attentat contre la sûreté de l'Etat que si l'Assemblée nationale les avait renvoyés devant elle.

Cela posé, les crimes ou délits dont il s'agit étant prévus par le Code pénal, n'aurait-on pas pu admettre que, malgré le dessaisissement de la justice ordinaire par suite du décret de l'Assemblée nationale renvoyant le prévenu devant la haute-cour, cette justice ordinaire redevint compétente après la clôture de la session de la haute-cour ayant prononcé un jugement par contumace ; et, par suite, n'aurait-on pas pu accepter que, le condamné par contumace, revenu ou arrêté dans les délais, pût être jugé par les juges de droit commun ?

Quoi qu'il en soit, la question ne se posa pas en fait, et Huber, condamné par contumace à la haute-cour de Bourges, venu se constituer prisonnier, fut jugé six mois plus tard par la haute-cour réunie à Versailles.

IV. — *Peines appliquées par la haute-cour*

De même qu'elle n'a rien prévu pour la procédure

à suivre devant la haute-cour, la constitution de 1848 n'a indiqué aucune pénalité.

Il va donc de soi que les magistrats devaient appliquer les sanctions édictées par le Code pénal.

Pratiquement, lors des réunions des hautes-cours de Bourges et de Versailles, cette application se fit sans aucune difficulté ; car dans ces deux circonstances les magistrats trouvèrent, dans les lois existantes, les peines correspondant aux crimes qu'il y aurait lieu de juger, peines établies dans les sections II et III du livre troisième du Code pénal relatif aux « crimes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ».

Mais sans aucun doute, la question eût été autrement embarrassante, si la haute-cour eût dû juger le Président de la République pour le crime de haute trahison prévu par l'article 68 de la constitution.

Si celle-ci définissait, en effet, la haute trahison, aucune loi, par contre, n'édicteait la peine applicable au chef de l'Etat. Et à cet égard, si la tentative de réunion de la haute-cour après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 avait été suivie d'effet, on ne voit pas quelle solution aurait été adoptée, et la poursuite intentée n'aurait vraisemblablement pu aboutir à aucune condamnation régulière, à moins qu'une loi spéciale ne fût intervenue pour déterminer la

peine applicable. Et encore, on peut se demander si cette solution ne se serait pas heurtée au principe fondamental de la non-rétroactivité des lois pénales.

V. — *Recours contre les décisions de la haute-cour*

A la différence de celles rendues par les juridictions de droit commun, les décisions de la haute cour de justice de 1848 présentaient un caractère d'absolue souveraineté.

En effet, la constitution du 4 novembre, ne faisant que calquer les prescriptions insérées dans des constitutions antérieures, stipulait expressément dans son article 91 que « la haute-cour de justice jugeait sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale contre le Président de la République ou les ministres ».

Cette disposition, qui avait suscité en 1796 de violentes polémiques (1) en raison du danger que pou-

1. C'était lors du vote d'une loi proposée le 26 juillet 1796 par le citoyen Soullignac au conseil des Cinq-Cents, à propos du procès de Babœuf, laquelle décidait que les jugements de la haute-cour ne seraient pas susceptibles de recours devant le Tribunal de cassation.

vait présenter un tribunal privant ses justiciables de tout recours, fut cependant votée sans débats en 1848 : Cette différence s'explique par le souvenir des exactions du tribunal révolutionnaire, encore très vif en 1796, et si lointain en 1848, que personne ne songea à contester le caractère souverain de la juridiction la plus élevée qu'on pût organiser.

Ajoutons toutefois que cette appréhension d'une juridiction souveraine ne fut pas sans être ressentie par quelques hommes de 1848 :

C'est ainsi que le citoyen Crémieux, lors de la discussion du décret renvoyant les accusés du 15 mai devant la haute-cour de Bourges (1), tira argument du péril que présentait pour la liberté une décision

Le citoyen Lamarque combattit cette disposition avec l'emphase habituelle de l'époque, en déclarant « qu'il ne voulait pas qu'aucun tribunal dans la République pût dire : « Je suis au-dessus de la loi. » Hé quoi ! s'écriait-il, un citoyen sera condamné injustement, l'application de la loi sera fausse ; l'accusé vous demandera justice en marchant au supplice, et vous lui crierez : « Meurs ! » Au pied de l'échafaud, il s'écriera : Mon jugement est inique, je demande de nouveaux juges, et vous lui répondrez : « Meurs, nous n'avons pas d'autres juges à te donner. » Malgré ces arguments, la loi fut votée conformément à la proposition qui en avait été faite. (V. *Moniteur Universel* des 26 et 27 juillet 1796. Cité par Lair, *op. cit.*, p. 165.)

1. Séance du 20 janvier 1849. *Moniteur Universel* du 21.

irréformable, pour prétendre qu'il fallait laisser aussi souvent que possible, et notamment dans l'espèce alors en discussion, juger les accusés par la Cour d'assises de droit commun. Son opinion, d'ailleurs, ne fut pas adoptée et l'Assemblée nationale vota le décret de renvoi.

Nous en avons fini ainsi avec les règles édictées par la constitution de 1848, en ce qui concerne l'organisation de la haute-cour de justice.

Peut-être nous est-il arrivé dans cette étude de négliger volontairement certains points de détail ; mais nous avons pensé que l'examen du fonctionnement de la haute-cour de justice, pendant la seconde République, que nous allons aborder maintenant nous permettraient de combler cette lacune.

CHAPITRE III

Etude des Cas où la Haute-Cour a fonctionné

Nous avons précédemment exposé quels étaient la composition de la haute-cour de justice, sa compétence et son fonctionnement théoriques. Nous voulons maintenant voir l'application de ces principes dans la réalité, en étudiant avec quelques détails les deux procès célèbres dans lesquels la haute-cour de 1848 eut à intervenir.

Le premier d'entre eux se rapporte aux événements de mai 1848 et fut jugé par la haute-cour réunie à Bourges ; le second concernait les événements de juin 1849 dont les auteurs furent traduits devant la haute-cour de Versailles.

SECTION I

Procès de Bourges

La haute-cour fut réunie à Bourges en 1848 pour juger ce qu'on appelle l'attentat du 15 mai.

Nous rappellerons d'abord les faits eux-mêmes qui ont amené la convocation de la haute-cour et nous suivrons pas à pas les débats en indiquant les principales questions qui y furent soulevées notamment à propos de la compétence.

Nous pourrons ainsi partager notre étude en trois paragraphes :

§ 1. — Historique de l'attentat du 15 mai 1848.

§ 2. — Débats sur la compétence de la haute-cour.

§ 3. — Application à la haute-cour des lois de procédure régissant les cours d'assises ordinaires.

§ 1. — *Historique de l'attentat du 15 mai 1848*

Les opinions sont partagées quant aux causes qui ont amené la journée insurrectionnelle du 15 mai 1848.

Certains y ont trouvé le résultat d'un enchaînement de circonstances imprévues ayant pour point de départ le soulèvement de la Pologne.

Aux yeux de beaucoup de contemporains ce mouvement était, au contraire, la conséquence d'un complot ourdi de toute pièce par les membres les plus en vue du parti populaire et en particulier par Barbès, Louis Blanc, Caussidière, etc. C'est en ce sens

que concluait naturellement Baroche, procureur général près de la haute-cour de Bourges.

D'autres enfin n'y voulaient voir qu'une manœuvre de police, un piège tendu aux chefs du parti populaire. Tel Raspail devant la haute-cour qualifiait le mouvement de « vaste coup de filet ».

Quoi qu'il en soit de ces opinions différentes relatives à l'origine de l'attentat du 15 mai, nous allons exposer sommairement les faits, en indiquer, s'il est possible, les véritables mobiles en coordonnant les divers événements de l'époque d'où a surgi, consciemment ou non, cette insurrection.

On ne saurait, en effet, sans cette étude préalable, se rendre un compte exact de l'intérêt des questions soulevées à la haute-cour de Bourges et de l'importance que pouvaient présenter ses débats.

A la vérité la révolution de février avait fait naître dans toute la France et surtout dans la capitale une agitation extrême, qui ne semblait pas devoir s'apaiser de sitôt. La révolution de 1848, en effet, était tous les jours différemment interprétée. Les uns disaient qu'elle était exclusivement politique ; les autres la voulaient sociale.

Beaucoup ne cachaient pas leur mécontentement marqué de la marche rétrograde de la révolution, et

le pays tout entier se trouvait dans un profond état d'énervement et d'anxiété.

Bien plus, ces sentiments de défiance et d'hostilité vis-à-vis du pouvoir étaient entretenus dans l'esprit populaire au moyen de nombreux « clubs » où, journellement, les questions politiques donnaient lieu à des débats passionnés et ardents.

Ces clubs étaient pour la plupart dirigés par les membres les plus influents du parti démocratique ; certains d'entre eux, même possédaient une organisation toute militaire, telle en particulier « la Société des Droits de l'Homme » qui, prétendait-on, était susceptible de mettre en deux heures trente mille hommes sur pied (1).

1. Voici quelques extraits de l'instruction pratique de cette Société :

Ne doit être enrôlé dans la Société des Droits de l'Homme que tout citoyen qui présente les garanties suivantes :

1^o Il faut qu'il ait fait abnégation de son individualité d'une manière absolue pour le service de la Société. La Société en retour s'engage vis-à-vis de lui à se mettre tout entière sur pied, s'il en est temps, pour le défendre ; s'il ne l'est plus, de le venger. C'est ainsi qu'elle comprend le principe de la solidarité.

2^o L'organisation de la Société étant toute militaire, il sera à sa disposition toutes les fois que le Comité central aura décidé une permanence, soit sans armes, soit armé. Il ne

Parmi les questions débattues dans ces diverses sociétés, une, en particulier, excita au plus haut degré l'attention générale ; elle concernait les événements de la Pologne.

Le soulèvement qui dans ce pays avait suivi la révolution de Février, venait d'être réprimé de la façon la plus rigoureuse par la Russie. Cette répression avait eu pour conséquence de réveiller l'affection séculaire de la France pour « sa sœur du Nord » : à Paris, en particulier, ces sentiments s'étaient manifestés avec énergie dans les journaux, dans les sociétés populaires et par de nombreux placards affichés sur les murailles.

Ainsi, l'agitation qui en résulta, surtout dans les clubs, conduisit-elle ceux-ci, tout naturellement à demander à l'Assemblée nationale le rétablissement de la Pologne comme Etat indépendant.

Telle était, en France, au lendemain même de la proclamation de la République, la situation au milieu

pourra arguer pour sa défense s'il manquait à l'appel, ni de ses liens de famille, ni de ses affaires personnelles.

.
4° Il devra assister aux réunions soit du club central, soit des clubs affiliés qui lui seraient indiqués par son chef de section afin de parfaire son éducation politique, etc...

.
(*Gazette des Tribunaux* du 29 mars 1849, p. 549.)

de laquelle allait apparaître l'attentat du 15 mai, et qui a largement contribué à son éclosion en offrant un terrain favorable à la naissance des désordres.

L'idée d'un mouvement populaire fut mise en avant dans le comité centralisateur ou « club des clubs » dont Huber était le président.

Elle ne tarda pas à se répandre dans tout Paris où le peuple, les clubs et même les gardes nationaux venus des départements pour assister à la fête de l'installation de l'Assemblée, l'accueillirent avec empressement.

Vainement combattue par Cabet, Barbès, Blanqui, Raspail, etc., la manifestation après plusieurs ajournements fut fixée au 15, jour où des interpellations sur la Pologne devaient avoir lieu à l'Assemblée.

A cet effet Raspail consentit à rédiger une pétition en faveur de la Pologne (1) pour la présenter à l'Assemblée nationale.

1. Voici les principaux passages de cette pétition :

« Considérant :

« 1° Que la conquête de nos libertés sera en péril, tant qu'il restera en Europe un peuple qu'on opprime.

« Que le devoir d'un peuple libre est de voler au secours de tout peuple opprimé, vu que la loi de la fraternité n'est pas une loi nationale, mais humanitaire, que tous les peuples sont frères au même titre que les citoyens entre eux, comme enfants du même Dieu sur la terre.

« Que, si tel est le devoir de la France envers les peuples

Une convocation signée Huber et Sobrier avait fixé l'heure et le lieu du rendez-vous. D'ailleurs tous les acteurs de la démonstration protestaient de leurs intentions pacifiques, et il est certain que la plu-

opprimés, ce devoir sacré, imprescriptible, devient bien plus impérieux encore envers les peuples qu'on égorge. . . .

« 5° Que les peuples n'avaient levé le saint étendard de l'insurrection qu'en marchant sur nos traces et en comptant sur notre corporation.

« Que vaincus, ils ont le droit de nous accuser de leur défaite.

« Que la victoire de leurs oppresseurs est une menace contre nos libertés publiques et une insulte aux principes que nous avons proclamés.

« 7° Qu'un plus long retard serait de notre part une félonie et une trahison ; car la Pologne est notre alliée, notre sœur, notre compagne d'armes, notre éternelle avant-garde contre ce peuple du Nord.

« Par ces motifs, et dans l'intérêt de nos institutions républicaines, au nom de la Providence des peuples et de l'honneur du pays, le club demande par acclamation, à l'Assemblée nationale, qu'elle déclare incontinent :

« 1° Que la cause de la Pologne sera confondue avec celle de la France ;

« 2° Que la restitution de la nationalité polonaise doit être obtenue à l'amiable ou les armes à la main ;

« 3° Qu'une division de notre vaillante armée soit tenue prête à partir immédiatement après le refus d'obtempérer à l'ultimatum de la France (*Gazette des Tribunaux*, 15 mars 1849, p. 488.)

part de ceux qui en firent partie étaient de bonne foi dans l'expression de leurs sympathies pour la Pologne.

Quoi qu'il en soit, le mouvement était décidé ; déjà le 13 mai, au club Blanqui, toutes les mesures étaient prises (1).

Dès le matin du 15, la place de la Bastille se couvrit d'une foule immense qui se forma en colonnes vers 10 heures et commença à défiler sur le boulevard en bon ordre aux cris de « Vive la République » et de « Vive la Pologne ».

La foule s'augmenta en cours de route, envahit l'Assemblée à la suite des délégués qui, primitivement, devaient seuls y entrer et cela, sans doute, grâce à la complaisance, pour ne pas dire complicité du général Courtrais, et, là, successivement montèrent à la tribune Barbès, Louis Blanc et enfin Raspail qui vint lire sa fameuse pétition.

Enfin, après une série de scènes que notre cadre ne nous permet pas de rapporter en détail, Huber,

1. Le peuple devait demander à l'Assemblée nationale de décréter, selon l'expression même de Blanqui, « que la France ne mettrait l'épée au fourreau que lorsque la Pologne tout entière serait reconstituée dans ses vieilles limites de 1772 et brillerait de nouveau comme une nation grande et indépendante au soleil de l'Europe ». (*Gazette des Tribunaux*, 1849, 15 mars, p. 488.)

qui cependant avait promis, dit-on, à Marrast de faire avorter le mouvement, escalade la tribune et, de sa voix tonnante, lance les paroles funestes : « Puisque l'Assemblée ne veut pas prendre un parti et que le peuple est trompé par ses représentants, je déclare que l'Assemblée nationale est dissoute ! »

Au milieu de la confusion et du tumulte, le président est chassé de son siège, beaucoup de représentants quittent la salle ; Barbès est porté en triomphe et part, suivi d'un flot d'émeutiers, pour aller à l'hôtel de ville, accompagné d'Albert où ils vont lancer notamment deux décrets : le premier constatant que le peuple ayant dissous l'Assemblée nationale, il ne restait plus d'autre pouvoir que celui du peuple lui-même et que celui-ci ayant manifesté son vœu d'avoir pour gouvernement provisoire les citoyens Louis Blanc, Albert, Ledru-Rollin, Barbès, Raspail, Pierre Leroux et Thoré, proclamait en conséquence que « ces citoyens étaient nommés membres de la Commission du gouvernement » ; le second décret, rédigé et signé par Barbès, déclarait la guerre à la Russie et à l'Allemagne, si la Pologne n'était pas immédiatement reconstituée (1).

Cependant la garde nationale, enfin rassemblée,

1. *Gazette des Tribunaux*, 8 mars 1849, p. 456.

arriva de tous côtés vers 4 heures 30 ; les émeutiers restés dans la salle se dispersent par toutes les issues ; Ledru-Rollin, Lamartine et d'autres représentants réfugiés à l'hôtel de la Présidence rentrent en séance ; l'Assemblée se reconstitue. Lamartine et Ledru-Rollin marchent, à la tête de forces militaires considérables, sur l'hôtel de ville, où ils entrent sans coup férir, et où Barbès et Albert, à peine installés, sont arrêtés en même temps.

Enfin, Sobrier, Raspail, Blanqui, Flotte, Courtrais, etc., sont à leur tour mis en état d'arrestation et enfermés à Vincennes.

Tels sont les faits qui constituent les phases principales de ce qu'on a appelé l'attentat du 15 mai 1848.

Que ces événements aient été longuement prémédités par leurs auteurs, que les chefs du mouvement aient agi en toute connaissance de cause, ainsi que le prétendit, par la suite, Baroche (1), ou

1. « Sans doute, disait-il, la plus grande partie de ceux qui composaient la manifestation ne voulaient pas commettre un attentat contre l'Assemblée ; mais, croit-on que les hommes, qui, comme Blanqui et Raspail, sont habitués à soulever les flots populaires, fussent disposés à dire au peuple, en l'arrêtant devant la grille de l'Assemblée : « Tu iras jusque là, et tu n'iras pas plus loin. » Tout prouve, au contraire, que ce qui s'est passé dans la journée du 15 était le but de leurs efforts. » Plus tard Baroche sembla se rallier à l'opi-

bien qu'ils n'eussent constitué tout simplement, selon l'expression même de Lamartine, qu'un « attentat d'occasion » (1) l'Assemblée nationale n'en considéra pas moins cette insurrection comme une atteinte grave à la sûreté intérieure de l'Etat, comme une tentative révolutionnaire pour renverser le gouvernement.

Aussi estima-t-elle que son devoir était d'enlever à la juridiction ordinaire la connaissance de cet attentat, dont le retentissement avait été considérable, pour l'attribuer à la haute juridiction politique qu'avait instituée la constitution.

§ 2. — *Débats sur la compétence de la Haute-Cour*

Pour juger ces faits conformément à l'article 91 de la constitution, la haute-cour fut saisie par un

nion de Lamartine, rapportée ci-dessous, p. 97, note 1. Voy. *infra*, p. 120.

1. Contrairement à l'opinion de Baroche, Lamartine pensait qu'il n'y avait pas eu complot, mais que pas un des groupes politiques n'aurait voulu céder le pas à l'autre ; un club ayant donné l'impulsion d'une manifestation en faveur de la Pologne, les autres n'auraient pas voulu rester en arrière ; de là cette armée nombreuse dirigée par des chefs qui n'étaient pas d'accord. « Je crois, concluait-il, que s'il y a eu crime, c'est un crime d'occasion plutôt qu'un crime de préméditation. » (*Gazette des Tribunaux*, 17 mars 1849, p. 495.)

décret de l'Assemblée nationale du 22 janvier 1849 (1) et elle se réunit à Bourges le 6 mars. Les accusés étaient fort nombreux (2). Quelques-uns s'étaient refusé à comparaître notamment L. Blanc, Caussidière et Huber ; ils invoquaient comme raison l'incompétence de la haute-cour en s'appuyant sur ce motif principal qu'elle avait été constituée par une loi votée postérieurement aux faits qu'il s'agissait de juger (3).

1. Décret du 22 janvier 1849 :

« Article premier. — Les auteurs et complices de l'attentat du 15 mai mis en accusation par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 16 janvier sont renvoyés devant la haute-cour de justice.

« Art. 2. — La haute-cour de justice se réunira à Bourges dans les quarante jours qui suivent la promulgation de la présente loi. »

1. Les accusés étaient : Courtrais, Sobrier, Blanqui, Thomas, Flotte, Albert, Barbès, Degré, Raspail, Larger, Villain, Borme, Chancel, Tüentin. — Par un marché fait à l'avance, un restaurateur avait traité de la nourriture des prisonniers au prix de 2 fr. 50 par tête et par jour, à raison de deux repas ainsi composés : à déjeuner, un demi-litre de vin et un plat de viande ; à dîner, un demi-litre de vin, un potage, un plat de viande et un de légumes. *Gaz. des Trib.*, du 7 mars.

2. Ainsi, Caussidière, Huber et L. Blanc écrivirent plusieurs lettres pour expliquer leur absence : « Le 26 août, en quittant Paris, dit l'un d'eux, j'ai écrit que, le jour des débats venu, je me présenterai devant le jury et rien au moment ne m'aurait empêché d'accomplir cette promesse ; tenir sa parole était un devoir d'honnête homme et une vertu de républicain. Mais je ne me suis pas engagé au mois d'août à comparaître

Nous devons nous attacher à examiner cette question de compétence et de rétroactivité ou non-rétroactivité ; question qui avait déjà été soulevée à la suite de l'amendement Deville, lors du vote de la constitution (1).

Elle avait, entre temps, été encore l'objet de débats, d'abord à l'Assemblée nationale, lors de la délibération de la proposition de loi relative au renvoi des accusés du 15 mai devant la haute-cour de justice et une deuxième fois à la Cour de cassation lors du pourvoi de Raspail contre la loi dont il s'agit qui avait été votée à l'Assemblée.

La même question revenait encore une fois de plus enfin à la haute-cour de justice elle-même.

Nous allons résumer ces discussions :

Avant la réunion de la haute-cour, les accusés du 15 mai avaient été soumis à une instruction faite suivant le droit commun, et un arrêt de la Chambre des mises en accusation du 16 janvier 1849 avait

devant un tribunal institué seulement au mois de novembre. Je ne me suis pas engagé, au mois d'août, à comparaître devant une juridiction exceptionnelle, créée, trois mois après, par les mêmes hommes qui m'avaient proscrit et en vue d'une condamnation désirée, au mépris d'un principe d'éternelle justice, celui de la non-rétroactivité. » *Gaz. des Trib.*, n° du 9 mars.

1. Voir ci-dessus Chapitre II, Section II, § 3, p. 69.

prononcé leur renvoi devant les assises de la Seine.

Ce n'est que le lendemain seulement que Odilon-Barrot, ministre de la Justice, présentait à l'Assemblée nationale un projet de décret portant renvoi des accusés devant la haute-cour.

D'une part, les principes de la non-rétroactivité des lois s'opposaient-ils à ce renvoi ? D'autre part, l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, qui avait renvoyé les accusés devant la Cour d'assises, ne saisissait-elle pas irrévocablement cette juridiction ?

Des orateurs distingués et parmi eux notamment Eugène Raspail, neveu de François Raspail inculpé dans l'attentat, et Ledru-Rollin s'élevèrent à l'Assemblée contre le renvoi des accusés devant la haute-cour.

Eugène Raspail, prenant le premier la parole, invoqua à l'appui de son argumentation l'autorité de Faustin-Hélie et de Chauveau en la matière : « ... Est-il nécessaire, dit-il, en reprenant et en commentant leurs paroles, de répéter le principe général qui plane sur notre législation ? — « La loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a pas d'effet rétroactif. » — Voilà la règle générale, le droit commun. Toutes les lois, quelle que soit leur nature, quel que soit leur but, sont soumises à ce principe

tutélaire ; et si on y introduit une seule exception, c'est dans l'intérêt des justiciables eux-mêmes... Mais la non-rétroactivité est leur droit ; dans tous les cas ils peuvent l'invoquer. »

Puis Ledru-Rollin vint, à son tour, soutenir avec éloquence la même thèse : « Il est, dit-il, pour tous les hommes de sens qui n'ont point étudié le droit un principe certain, c'est que la loi ne peut frapper que les actes qui seraient commis postérieurement à sa promulgation ; autrement la peine manquerait de moralité. Que veut-on, quand on frappe le coupable ? Qu'avant la perpétration de son crime, qu'avant la consommation de son acte, il ait eu présente à la pensée la loi qui pouvait le frapper ; et qu'il ait su, au moment où il allait s'insurger contre la société, quel serait le châtement qui allait tomber sur lui...

« Eh bien, la loi d'attribution de juridiction est-elle une loi qui ne puisse pas être changée ? et celui qui a commis un crime ne peut-il être frappé qu'en vertu de la loi promulguée, quand le crime a été commis ? Je dis oui avec le bon sens, je dis oui avec les juristes, je dis oui avec les hommes éminents qui siègent dans cette enceinte. » (1)

1. *Moniteur Universel*, janvier-mars 1849, p. 199, 2^e col.

Néanmoins, l'Assemblée vota le projet de renvoi, comme elle avait précédemment rejeté l'amendement Deville tendant à ne rendre compétente la haute-cour que pour des faits postérieurs à la loi qui la créait.

Mais deux des accusés, Raspail et Quentin s'étant pourvus en Cassation contre le décret-loi qui les renvoyait à la haute-cour, la question revint sous la deuxième forme que nous avons indiquée ; ils prétendaient que, dans l'espèce actuelle, les principes généraux de la non-rétroactivité n'étaient pas seuls en jeu, mais que l'arrêt du 16 janvier qui déférait les inculpés à la Cour d'assises constituait pour eux un droit acquis qu'aucune puissance même législative ne pouvait plus leur enlever ce bénéfice, et que l'Assemblée, ayant violé la règle de justice éternelle qui ne permet pas de donner aux lois un effet rétroactif, son décret devait tomber sous la censure de la Cour suprême. Mais la cour rejeta le pourvoi.

La haute-cour, enfin, eut à son tour, à trancher la difficulté, les accusés y ayant repris, dès l'ouverture des débats, leurs conclusions d'incompétence (1).

1. La haute-cour eut d'abord à trancher la question de la recevabilité des conclusions. — Malgré le procureur général Baroche, la haute-cour admit la recevabilité du déclinatoire. Voir Dalloz, 1849, I, p. 53,

Ainsi la question fut tranchée les trois fois de suite dans le même sens. L'Assemblée nationale avait voté le décret de renvoi ; la Cour de cassation rejeta le pourvoi de Raspail, et la haute-cour par son arrêt du 8 mars 1849 (1) déclara que nonobstant les conclusions d'incompétence, elle passerait outre aux débats.

Quels étaient donc les raisons juridiques ou de fait qui avaient ainsi permis à trois corps différents de donner au problème une même solution ? C'est ce que nous allons essayer d'exposer : Ces raisons d'ailleurs se retrouvent tant dans le discours du ministre de la Justice que dans les attendus des arrêts de la Cour de cassation et de la haute-cour.

A l'Assemblée nationale, en effet, le ministre de la Justice, Odilon Barrot, se plaçant, non plus seulement au point de vue des principes généraux sur la rétroactivité des lois de procédure déjà mis en avant lors du rejet de l'amendement Deville, soutint que, dans l'espèce, donner la compétence à la haute-cour ne pouvait en rien être préjudiciable aux inculpés.

« Dans le droit commun, faisait-il remarquer, il y a trois juges qui peuvent être choisis par le pou-

1. Arrêt du 8 mars 1840. S. 49, II, 240. — Cette décision était d'ailleurs conforme à la solution déjà adoptée par la Cour suprême, conformément aux conclusions de M. Dupin, en matière d'état de siège, le 12 oct. 1848 (S. 48, I, 641).

voir ; dans la haute-cour de justice il y a cinq magistrats choisis dans la Cour de cassation, c'est-à-dire au degré le plus élevé de la magistrature, là où on n'espère plus, où on ne craint plus rien, cinq magistrats élus, non pas désignés par le pouvoir, mais élus par leurs collègues. Dans la haute-cour, le président n'est pas désigné non plus, par le pouvoir, il est choisi par ses égaux, par ses pairs.

« Quant aux jurés de la haute-cour, ils offrent autant de garantie aux accusés que le jury des cours d'assises ordinaires, puisque c'est la nation qui, par ses délégués pris dans les quatre-vingt-six départements, juge les crimes dirigés contre elle.

« On ne peut donc, concluait-il, assimiler l'attribution faite à une juridiction ainsi constituée à ces juridictions prévôtales, à ces conseils de guerre contre lesquels je me fais honneur (car je ne rétracte rien de mon passé) d'avoir lutté de toute la puissance de mes convictions (1). »

La Cour de cassation, saisie du pourvoi de Raspail ne le discuta pas au fond, se contentant de déclarer que le décret de l'Assemblée nationale ne pouvait être déféré à la cour dont l'autorité ne s'étend que sur les arrêts et jugements émanant du pouvoir judi-

1. *Moniteur Universel*, janvier-mars 1849.

ciaire (1), et qu'on ne pouvait concevoir un pourvoi devant un corps judiciaire contre une décision souveraine du pouvoir législatif.

Au surplus, la Cour de cassation reconnaissait que les accusés pourraient présenter toutes leurs exceptions d'incompétence à la haute-cour elle-même.

C'est ainsi qu'à la haute-cour, la question fut à nouveau débattue.

L'arrêt du 8 mars, qui avait été rédigé par M. Bérenger, répondait aux objections faites tant au point de vue des principes que du cas particulier :

« Attendu, disait cet arrêt que si en vertu du principe d'éternelle justice consacré par les articles 2 du Code civil et 4 du Code pénal, les lois répressives ne s'appliquent qu'aux faits postérieurs à leur promulgation, il en est autrement des lois de procédure et de compétence qui, du moment qu'elles ont force d'exécution, régissent indistinctement les procès nés ou à naître... Que la juridiction n'est qu'un mode d'exercice de la puissance publique ; que le législateur étant toujours le maître de modifier cet exercice, suivant le besoin des temps, restreindre aux procès non encore existants l'effet des changements qu'il y apporte, ce serait entraver dans sa sphère

1. Arrêt du 17 février 1849. S. 1849, II, p. 225.

d'action la souveraineté nationale qu'il représente,

« Attendu qu'il n'existe, quant à la force légale de ces règles, aucune différence entre le cas où un tribunal, supprimé en entier, est remplacé par un autre, et celui où, comme dans l'espèce, une certaine nature d'affaires est transportée de la juridiction ordinaire à une autre juridiction constitutionnellement établie ; — Que dans ces deux cas, il y a parité de situation, identité de principe, uniformité de conséquences ;

« Attendu enfin, en ce qui concerne les garanties de la défense qu'il n'est pas permis de supposer et d'admettre que la loi fondamentale de l'Etat ait placé la haute-cour dans des conditions inférieures, sous ce rapport, à celles qui, devant les autres tribunaux, assurent aux accusés une bonne et impartiale justice ; — Que les éléments constitutifs de sa suprême juridiction, laquelle procède à la fois de l'élection, de l'institution du jury et du suffrage universel, loin d'affaiblir ces garanties, leur donnent au contraire une plus grande étendue et une force nouvelle. »

La haute-cour s'est donc ainsi prononcée sur sa propre compétence (1) ; et dans l'espèce elle s'était

1. Dalloz, 1849. 1. 55.

prononcée sans recours possible, puisque, aux termes de l'article 91 § 1 de la constitution, ainsi que nous l'avons vu précédemment, aucun pourvoi en cassation ne pouvait être formé contre ses arrêts (1).

§ 3. — *Application à la Haute-Cour des lois de procédure régissant les Cours d'assises ordinaires*

La haute-cour de Bourges se trouvait soumise pour les formes d'instruction, des débats et du jugement aux formes ordinaires qui régissent les Cours d'assises (2), ainsi que nous l'avons déjà dit.

C'est ainsi notamment que le président eut à procéder à l'interrogatoire des accusés, conformément aux articles 268 et 319 du Code d'instruction criminelle.

1. Parmi les arguments invoqués pour l'incompétence figuraient ceux relatifs aux jurés élus conseillers généraux avant la convocation de la haute-cour. (Dalloz, 1849. 1. p. 53.)

2. Il n'y manquait pas la table des pièces à conviction, sur laquelle on trouvait entre autres des fusils de chasse à un et deux coups, plusieurs sabres, des épées et deux paquets cachetés, un casque et un uniforme de pompier en particulier appartenant à Degré, qui, déclarera dans son interrogatoire du 9 mars, qu'il avait essayé de faire sortir la foule entrée à l'assemblée et qu'il y avait réussi, en partie car, dira-t-il « quand on est revêtu du costume militaire et qu'on sait s'en servir, cela impose toujours un peu ». *Gaz. des trib.*, nos des 7 et 12 mars.

Ceci donna lieu à un incident soulevé par Blanqui, lequel fit des objections contre le pouvoir discrétionnaire du président et surtout contre l'interrogatoire, sous prétexte que cette pratique était attentatoire au droit de la défense ; « abus déplorables, disait-il, que l'ignorance et l'abattement des hommes, la timidité et la complaisance du barreau ont laissé prendre pied peu à peu, et enfin s'asseoir en maître dans la procédure des Cours d'assises, en violation manifeste de l'article 319 du Code d'instruction criminelle ; on essaiera, je le suppose, de justifier cet empiètement par l'article 268, qui accorde au président tous les moyens discrétionnaires de découvrir la vérité. Mais, sans doute, cette omnipotence redoutable ne saurait aller jusqu'à la résurrection des procédés tortionnaires des vieux usages, que l'exécration publique a fait tomber depuis soixante ans des mains des juges et des bourreaux. Or, quel est le principe dont est sortie la question armée de son sinistre appareil ? C'est précisément ce principe du pouvoir discrétionnaire... »

« Les mots eux-mêmes, oui, les simples termes demeurés dans notre langue judiciaire comme un héritage et un écho douloureux du passé, ne s'élèvent-ils pas comme une accusation véhémement contre ces derniers tronçons de la vieille barbarie, restée

aux flancs de la société moderne ? — Ce n'est jamais sans tristesse que je lis cette formule officielle : « L'accusé pressé de questions. » Question ! mot terrible écrit en lettres de sang dans nos annales criminelles ! — N'est-ce pas, en effet, une véritable torture morale, n'est-ce pas même une torture corporelle que ce déchirement des organes causé par l'émotion qui résulte du feu croisé de questions adressées par le juge et par le ministère public ? — On disait avec raison autrefois que jamais un être faible, jamais une femme n'étaient sortis innocents de la chambre de la torture. — Le coupable à la constitution vigoureuse saura croiser le fer avec l'accusation et défier tous ses efforts ; l'innocent, au contraire, écrasé par le sentiment de la honte, tremblant, éperdu devant les questions qui le pressent, doit retomber sur son banc attéré et condamné... »

« En Angleterre, dans ce pays aristocratique, où cependant le soin de la liberté individuelle a été porté si loin, il n'y a pas d'interrogatoire des accusés. Le magistrat à chaque mot lui dit : « Prenez garde à ce que vous allez dire et craignez de vous compromettre. »

« Il appartient à votre haute juridiction de laisser tomber de haut un exemple salubre ; les Cours d'assises s'honoreraient en imitant votre exemple, et

nous, alors, nous nous estimerions heureux d'avoir contribué à mettre fin à ces procédures prévôtales.

« J'ai l'honneur, disait-il, en terminant, de poser des conclusions tendant à ce que, conformément à l'article 319 du Code d'instruction criminelle, il ne soit pas procédé à l'interrogatoire des accusés à l'ouverture des débats, et à ce que les questions qui leur seront posées n'aient lieu que dans la confrontation avec les témoins. »

A ces critiques le procureur général opposa que l'article 268 du Code d'instruction criminelle accordait aux présidents des Cours d'assises un pouvoir discrétionnaire pour la recherche de la vérité ; que devant le texte si formel de cet article, il n'y avait pas d'interprétation possible et que si on adoptait le système qui était présenté, ce ne serait plus le magistrat qui dirigerait le débat, ce serait l'accusé. La Cour devait donc déclarer qu'il n'y avait pas lieu à incident et que le président agirait ensuite comme il le jugerait convenable.

Quant aux paroles de Blanqui qualifiant l'interrogatoire des accusés à l'audience de mesure tortionnaire, le procureur général se contentait de les traiter de simples exagérations auxquelles il n'y avait pas de réponse possible.

Conformément à cet avis, la haute-cour rejeta les conclusions de Blanqui (1).

Les débats, après tous ces préliminaires et ces discussions sur la compétence et le pouvoir du président, s'engagèrent enfin au fond, et la haute-cour donna le spectacle d'un tribunal vraiment modéré vis-à-vis d'accusés si peu enclins à la douceur et toujours prêts à récriminer malgré l'aménité dont le président fit preuve à leur égard.

Il suffit pour s'en rendre compte de rappeler ces discussions qui eurent lieu notamment entre Blanqui et le président, le premier soutenant, bien à tort vraiment, ainsi qu'on va le voir, que la défense n'était pas libre.

Il insinuait, en particulier, qu'il y avait eu parti pris évident de la part de la haute-cour à l'égard des accusés — par exemple, que Raspail avait été interrompu et obligé de passer une partie de son discours, au moment où il traitait un point que M^e Bethmont, avocat de Courtrais, avait pu exposer sans être arrêté.

Quoi qu'il en soit, le président de la haute-cour estima, à juste titre, que ce n'était pas étouffer la défense que de lui interdire de développer « les

1. Arrêt du 9 mars 1849. Dalloz 1849. 1. p. 56.

doctrines subversives » et de l'empêcher de proclamer « des principes contraires aux intérêts de la société ».

Cet incident clos, l'audience se continua. Elle se déroula comme une audience de Cour d'assises ordinaires et, quelqu'un étant venu la troubler, on lui fit l'application de la loi du 9 septembre 1835 sur les Cours d'assises (1).

L'incident se produisit au cours du réquisitoire de Baroche. Au moment où celui-ci prononçait ces mots : « Nous soutenons, Messieurs, que Raspail est allé à l'hôtel de ville, ou, du moins, aussi près qu'il l'a pu » une voix dans l'auditoire s'écria : « Ce n'est pas vrai ! » Aussitôt, sur l'ordre du président, le perturbateur fut arrêté (2), conduit devant la haute-cour et interrogé. Il déclara s'être laissé entraîner par un mouvement de cœur ; et que son intention n'avait nullement été d'offenser la Cour. Aussitôt l'avocat général de Royer demanda que, en vertu de l'article 181 du Code d'instruction criminelle, il fût fait application, séance tenante, des peines prononcées par l'article 222 du Code pénal. Après quelques observations présentées par Me Rivière en

1. C'est encore la loi actuellement en vigueur.

2. C'était un nommé Ribeyrolles, voyageur de commerce, ami de Raspail et âgé de vingt ans.

faveur de ce jeune homme, la Cour, faisant application des articles 181 du Code d'instruction criminelle, 111 du Code pénal et 11 de la loi du 9 septembre 1835, condamna le délinquant à vingt-quatre heures de prison.

Au cours des débats, un incident encore spécial fut élevé par Raspail, qui, se plaignant des mesures de surveillance dont il était l'objet de la part de ses gardiens et du manque d'égards de ceux-ci qui rendaient ses nuits sans sommeil, et se fondant sur l'état de fatigue résultant pour lui de ces rigueurs, demanda que, par application des articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835, il fût admis à s'abstenir des débats :

« Attendu, en droit, disaient ses conclusions : 1° que tout accusé doit être considéré innocent jusqu'à preuve du contraire ; 2° que la prévention ne doit, dans aucun cas, revêtir les caractères d'une condamnation ; 3° qu'aux termes de l'article 310 du Code d'instruction criminelle, l'accusé devant comparaitre libre et seulement accompagné de gardiens, pour l'empêcher de s'évader, il est évident que la loi a eu pour but de conserver à la prévention tous les privilèges de la liberté, à l'exception du privilège de la sortie et de la fuite ; qu'en un mot, l'ac-

cusé doit être gardé et non torturé ; 4° que la défense étant libre, nul gardien n'a le droit de mettre des entraves à sa préparation et à la recherche des preuves à l'appui ; 5° qu'aux termes de l'article 611 du Code d'instruction criminelle, le président de la haute-cour et la haute-cour elle-même sont compétents dans l'espèce et en tout ce qui concerne la détention préventive des accusés ;

Et, en fait — attendu : 1° qu'aux rigueurs, dignes d'un autre siècle, que l'arbitraire des incarcérateurs a imposé aux détenus de Vincennes, se sont surajoutées, à Bourges, des rigueurs aussi immorales que nuisibles, et à la santé et à la défense des accusés de mai, notamment en les soumettant à une inquisition de tous les quarts d'heure, et le jour et la nuit ; que certains accusés ne sont jamais sûrs de pouvoir reposer une demi-heure de suite, ce qui fait qu'ils arrivent à l'audience brisés par l'insomnie et assistent inattentifs aux débats ; 2° que, selon les caprices du gardien en chef ou des incarcérateurs, il arrive à certains détenus, ici présents, de ne pouvoir communiquer, soit avec leurs conseils, soit avec des visiteurs utiles à leur cause, sans l'assistance d'un gendarme chargé de recueillir et de rapporter, à je ne sais plus qui de droit, jusqu'aux moindres circonstances de la conversation ; 3° que de telles mesu-

res prennent, en d'autres circonstances, les formes d'une révoltante immoralité ; 4° que toutes ces vexations ont pour but d'entraver la défense et semblent tirer leur origine d'un système de vengeance personnelle dont le gardien actuel ne serait que le coupable instrument.

Et il concluait qu'il soit incontinent mis fin à ces mesures inquisitoriales ; — que le repos de la nuit soit permis aux détenus ; — enfin, vu que son interrogatoire était terminé, ainsi que l'audition des témoins à sa charge, il lui soit permis, en considération de l'état de santé que ces vexations lui avaient fait, de se retirer de l'audience et de ne plus assister aux débats, ce dont les articles non abrogés des lois de septembre 1835 laissaient toute latitude à la haute-cour. »

Sur ces conclusions, la haute-cour manda à sa barre les chefs de service préposés à la garde des accusés, et il résulta des explications fournies par ces agents, en présence de l'accusé Raspail, que les plaintes de ce dernier étaient mal fondées ou extrêmement exagérées. Raspail n'en persista pas moins à vouloir s'abstenir de paraître davantage aux débats.

Le procureur général Baroche, combattit ces conclusions en disant que l'accusé se méprenait sur le

sens des articles 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835, s'il supposait que ces dispositions consacraient pour les accusés le droit de se retirer facultativement des débats. « Ce serait, ajoutait ce magistrat, un droit dont la Cour pourrait user si la présence de l'accusé troublait le débat. Quant à présent, il n'y a pas lieu d'user de ce droit contre Raspail. — S'il était judiciairement constaté que l'accusé se trouvât dans l'impossibilité d'assister aux débats, il y aurait alors à examiner s'il pourrait même être autorisé à rester dans l'intérieur de la maison d'arrêt, ou si, au contraire, il ne faudrait pas surseoir au jugement de son affaire. Ce n'est pas là, probablement, ce que demande l'accusé.

« Quant aux plaintes qu'il a fait entendre, nous croyons qu'elle ne sont pas fondées, et que, dans tous les cas, elles sont du ressort du pouvoir discrétionnaire du président; nous pensons donc qu'il y a lieu de rejeter les conclusions. »

La haute-cour, conformément à ce réquisitoire du ministère public, rejeta, par son arrêt du 19 mars, les conclusions de Raspail, par ces motifs que, s'il rentrait bien dans le pouvoir discrétionnaire du président de connaître les plaintes ou réclamations portées par un accusé touchant le régime de la prison, cette faculté discrétionnaire attribuée au président

d'éloigner un accusé des débats aux termes de l'article 8 et 9 de la loi du 9 septembre 1835 ne s'exerçait que dans le cas où la conduite de ce dernier lui paraissait de nature à porter atteinte au calme ou à la dignité de l'audience, et qu'il n'appartenait pas à l'accusé de demander même l'autorisation de ne pas comparaître, sauf si sa santé lui en faisait une nécessité impérieuse, et en conséquence l'arrêt laissa au président le soin de prononcer, quant au régime de la prison, ainsi qu'il aviserait.

— L'interrogatoire des accusés fut suivi de la déposition des témoins, du réquisitoire du ministère public, du résumé du président conformément à l'article 336 ancien du Code d'instruction criminelle (1) et des questions posées au jury (2). Il résulte de ces

1. En effet, la loi du 19 juin 1881, article 336 § 1 nouveau, du Code d'instruction criminelle établit : « Que le président, après la clôture des débats, ne pourra à peine de nullité résumer les moyens de l'accusation et de la défense. »

2. Nous extrayons du résumé du président les passages suivants qui donnent un aperçu des charges relevées au cours des débats : « Ainsi, Messieurs les jurés, des treize accusés qui sont devant vous, onze sont considérés par l'accusation comme auteurs de l'attentat du 15 mai, deux le sont comme complices.

« Parmi ces accusés, trois, après avoir pris part à l'attentat dont le premier acte eut lieu à l'Assemblée nationale, sont

questions, dont les deux premières étaient ainsi conçues : « 1^o En mai 1848 a-t-il été commis un attentat ayant pour but de changer ou de détruire le gouvernement ; 2^o En mai 1848 a-t-il été commis un attentat ayant pour but d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres ? (1) », qu'on ne se préoccupa pas

allés le consommer à l'hôtel de ville en y constituant et en y proclamant un gouvernement révolutionnaire. Ce sont les accusés Barbès, Albert, Flotte ; deux, les accusés Raspail et Blanqui, après avoir également pris part à ce premier acte, sont présentés par l'accusation comme se rendant à l'hôtel de ville pour achever leur ouvrage... Un autre encore, l'accusé Courtrais, a préparé, facilité l'attentat par l'inaction supposée, calculée, des forces dont il disposait.

« Les derniers, enfin, Degré, Larger, Borme, etc., ont pris une part plus ou moins grande à l'attentat. Le ministère public, dans sa loyauté, n'a point dissimulé, nous l'avons dit, les doutes qu'il éprouvait à l'égard de l'un d'eux et les moyens d'atténuation qui pouvaient exister envers quelques autres. Ce sera, à vous, Messieurs les hauts-jurés, par le sage emploi que vous ferez des circonstances atténuantes, et dans le cas où vous reconnaîtrez leur culpabilité, à faire à chacun la part que les intérêts de la justice et de l'humanité vous paraîtront devoir exiger.

« Telle est la substance de ces débats, telle est la part qu'ils ont faite à chacun des accusés sous le double point de vue de l'accusation et de la défense. » (*Gazette des Tribunaux*, 4 avril 1849, p. 573.)

1. Les vingt-quatre autres questions se bornent à demander si chacun des accusés est coupable d'avoir commis par

autre mesure, à la haute-cour de savoir s'il y avait eu attentat ou complot. Il y a de cela deux motifs : le premier et le plus important était l'absence d'intérêt de cette discussion ; en effet, l'article 91 de la constitution prévoyait également la compétence de la haute-cour, qu'il s'agit d'un attentat ou d'un complot (1), crime dont la peine était la même aux termes des articles 87 et 91 du Code pénal, tels qu'ils étaient rédigés depuis 1832.

Au surplus, et c'est là le deuxième motif, si l'attentat était flagrant, quoi qu'en ait bien voulu dire Blanqui à l'audience du 2 avril (2), il eût été assez difficile d'établir ainsi que le reconnaissait le procureur général Baroche dans son réquisitoire (3), qu'il y avait eu complot préalable, c'est-à-dire résolution d'agir, concertée entre plusieurs personnes, pour cette raison que les débats avaient révélé qu'il existait entre les accusés des divisions profondes et des antipathies manifestes, notamment entre Blanqui, lui-même ou d'avoir aidé à commettre l'attentat spécifié dans la première ou dans la seconde question.

1. Il n'en serait plus de même maintenant, où la constitution de 1874 ne prévoit la formation du Sénat en haute-cour que pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat. (Loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur les rapports des pouvoirs publics, article 12 § 3.)

2. *Gazette des Tribunaux*, 1849, p. 570.

3. *Gazette des Tribunaux*, 1849, p. 546.

Barbès et Flotte qui eurent entre eux plusieurs discussions, au moins pénibles pour leurs amis (1).

Et malgré qu'il ne s'agit que d'attentat, ou simplement, comme le faisait remarquer Lamartine et après lui le procureur général, « un crime d'occasion » (2) où on avait vu le ministère public rechercher ce qui s'était passé dans la séance du club Blanqui le 13 mai au soir et démontrer ainsi que certains

1. Voici, à titre de document un passage du colloque entre Barbès et Flotte au cours des débats :

— Maintenant, Messieurs, dit Barbès, je dois vous dire que tout à l'heure, malgré ma volonté, j'ai été obligé d'interrompre un des accusés qui disait qu'un fait que j'ai affirmé dans mon club est un fait faux, afin de se donner le droit de dire plus tard : J'ai démenti le fait devant Barbès et il ne m'a pas contredit. On ne s'est pas expliqué davantage ; on a bien su parler pour défendre sa liberté, pourquoi ne parle-t-on pas pour défendre son honneur.

LOTTE. — Vous vous êtes déshonoré aujourd'hui.

BARBÈS. — Je te dirai à toi que tu n'es que le séide d'un individu, et tu te crois républicain.

LOTTE. — Je t'arrangerai, va, en voilà assez... Etc., etc.

2. Voici, à cet égard, les paroles du procureur général Baroche : « Mais il s'agit d'attentat, et comme l'a dit M. de Lamartine, un attentat peut être quelquefois un crime d'occasion. Supposez, en effet, des individus qui ne se connaissent pas et qui se rencontrent dans un soulèvement populaire, agissent ensemble pour renverser le gouvernement : il n'y aurait pas complot, mais il y aurait attentat.

des accusés s'étaient bien concerté pour la manifestation du surlendemain (1).

Mais il ne suffisait pas pour obtenir la condamnation des accusés de démontrer qu'il y avait eu attentat, il fallait, et c'est ce que fit le procureur général, qu'il y eût attentat ayant pour but de changer ou de détruire le gouvernement.

Ceci résultait de ce fait qu'au 15 mai l'Assemblée nationale réunissait dans ses mains le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et qu'elle avait délégué l'exercice du pouvoir exécutif à des mandataires, mais à des mandataires révocables à volonté.

Donc un attentat contre l'Assemblée nationale, au 15 mai, c'était un attentat contre le gouvernement. Il n'était pas même nécessaire pour qu'il y eût attentat que l'Assemblée eût été violée; le fait seul de proclamer un gouvernement provisoire aurait été un attentat contre le gouvernement (2).

Il fallait, en outre, démontrer la culpabilité particulière de chaque accusé comme on eût pu le faire dans un procès particulier et c'est à détruire ces présomptions et la participation de chacun d'eux à

1. Ceci fut reproché au ministère public par M^e Maublanc, défenseur de Blanqui à l'audience du 28 mars.

2. *Gazette des Tribunaux*, 28 mars 1849, p. 546.

la manifestation du 15 mai et à l'envahissement de l'Assemblée que se sont attachés chaque fois qu'ils l'ont pu les défenseurs des accusés en s'efforçant, d'ailleurs, de rejeter sur les co-accusés la responsabilité des événements (1). Nous n'avons pas à entrer dans ces détails qui n'ont rien de spécial au point de vue de l'étude de la haute-cour.

C'est pour toutes ces raisons, qu'il nous a paru intéressant de rapporter, qu'on ne posa au jury que la question d'attentat.

Il répondit affirmativement, mais distingua suivant les différents accusés, et accorda le bénéfice des circonstances atténuantes à Blanqui, Flotte, Sobrier, Raspail et Quentin.

A la suite de la réponse du jury et conformément à l'article 262 du Code d'instruction criminelle, le

1. Par exemple, le défenseur de Blanqui déclare que le 15 mai, Blanqui était parmi les délégués et que ce ne sont pas les délégués qui ont envahi la salle. D'après lui, quand les inculpés sont entrés à l'Assemblée, le fait était consommé et ils n'ont pas été plus coupables que la plupart des témoins entendus à l'audience. (Audience du 28 mars. *Gazette des Tribunaux*, 1849, p. 549.)

De même M^e Baud, défenseur de Sobrier, déclare n'avoir qu'une chose à examiner, c'est la participation de Sobrier à l'envahissement violent de la Chambre à la déclaration de sa dissolution, à la tentative faite en vue de détruire ou de changer le gouvernement.

procureur général requit sur l'application de la peine (1).

Après quoi, le président demanda aux accusés, comme dans les assises de droit commun, s'ils avaient quelques observations à présenter sur l'application de la peine.

Tous répondirent négativement ; Flotte ajouta même : « Je ne suis pas habitué à rien demander. »

Et la haute-cour étant revenue après avoir délibéré, le président prononça l'arrêt aux termes duquel Barbès et Albert étaient condamnés à la peine de la

1. Il donna, en conséquence, lecture du réquisitoire suivant : « Vu la déclaration du haut-jury, portant que les accusés Blanqui, Albert, Barbès et Sobrier sont coupables d'un double attentat tendant au renversement du gouvernement et à l'excitation à la guerre civile, avec circonstances atténuantes en faveur de Blanqui et Sobrier.

« Attendu que les accusés Raspail, Flotte et Quentin ont été déclarés coupables d'un attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement ;

« Requérons qu'il soit fait application à Blanqui, Albert, Barbès et Sobrier des articles 87 et 91 du Code pénal, modifiés par l'article 5 de la constitution du 4 novembre 1848, et, en outre, en ce qui concerne Blanqui et Sobrier par l'article 463 du Code pénal,

« Requérons également qu'il soit fait application aux accusés Raspail, Flotte et Quentin des dispositions de l'article 5 de la constitution de 1848 et de l'article 463 du Code pénal. (*Gazette des Tribunaux*, 4 avril 1849, p. 573.)

déportation, Blanqui à dix ans de détention, Sobrier à sept ans, Raspail à six, Flotte et Quentin à cinq ans. Elle les condamnait, en outre, solidairement aux dépens envers le Trésor public.

Enfin, en ce qui concernait Blanqui, Sobrier, Raspail, Flotte et Quentin, faisant application du décret de l'Assemblée nationale du 13 décembre 1848 et de la loi du 17 avril 1832, la haute-cour fixait à trois mois, pour chacun d'eux, la durée de la contrainte par corps.

— Restait, maintenant, la question des contumax ; la haute-cour s'assembla pour les juger le lendemain 10 avril sans l'assistance du jury, toujours, conformément au Code d'instruction criminelle (art. 470 alinéa 4) ; et après lecture par le greffier de l'arrêt de renvoi du 16 janvier 1849, du décret de l'Assemblée nationale du 22 janvier 1849 et de l'acte d'accusation ainsi que des significations faites aux accusés avec sommation de comparaître au jour fixé, et après réquisition du procureur général, la cour prononça un arrêt aux termes duquel Louis Blanc, Seigneuret, Houneau, Caussidière, Laniron et Napoléon Chancel étaient condamnés à la déportation et leurs biens considérés comme biens d'absents (1).

1. *Gazette des Tribunaux* du 4 avril 1849, p. 574.

Tels sont ainsi retracés, aussi fidèlement que nous l'avons pu et aussi complètement que le permettait le cadre particulier de cette étude, les débats du premier grand procès porté à la connaissance de la haute-cour nationale de 1848 qui devait se réunir, quelques mois plus tard, à Versailles.

SECTION II

Procès de Versailles

Au mois d'octobre 1849, la haute-cour de justice, convoquée par un décret rendu le 10 août (1), se réunissait à nouveau, mais cette fois à Versailles.

1. Décret-loi du 10 août 1849 :

Article premier. — « Les auteurs et complices du complot et de l'attentat du 13 juin, mis en accusation par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 9 août, sont renvoyés devant la haute-cour de justice.

Art. 2. — « La haute-cour se réunira à Versailles dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Art. 3. — « La haute-cour jugera en même temps les auteurs et complices de l'attentat du 15 mai 1848 mis en accusation par l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 janvier suivant et condamnés par contumace par l'arrêt de la haute-cour de justice du mois d'avril, qui seraient en état de détention ou qui se présenteraient avant l'ouverture des débats. » (*Moniteur Universel* du 11 avril 1849, p. 2.669., 2^e col.)

Elle avait à juger d'abord l'accusé Huber qui s'était constitué prisonnier pendant le procès de Bourges et qui n'avait pu être jugé à ce moment, les débats étant trop avancés lors de sa comparution.

Elle avait également à connaître des événements de juin 1849.

Nous allons reprendre ces deux affaires séparément, mais nous donnerons sur la haute-cour de Versailles moins de détails que nous ne l'avons fait pour la Cour de Bourges.

Nous avons tenu, en effet à montrer le fonctionnement de la haute-cour, telle qu'elle avait été organisée par la constitution de 1848, mais nous nous exposerions à des redites inutiles en suivant de trop près les audiences d'octobre 1849.

Au surplus les accusés et les défenseurs ayant refusé de répondre et de plaider, ces audiences n'ont pas présenté le même intérêt que celles du mois d'avril précédent.

Nous nous bornerons donc à faire un historique succinct des événements de juin et à indiquer les principales difficultés qui ont été tranchées lors de cette deuxième réunion de la haute-cour.

A. — Jugement de l'affaire Huber

Nous avons vu précédemment (1) que Huber avait refusé de comparaître devant la haute-cour réunie à Bourges sous le prétexte qu'elle était incompétente. Il se décida à venir se constituer prisonnier à la suite d'un incident soulevé par la déposition de Monnier, ex-secrétaire général de la préfecture de police.

Cette déposition de Monnier présentait, en effet, Huber comme un faux frère, qui, par dévouement à Louis-Philippe, et pour provoquer les effets de sa royale reconnaissance, aurait livré à la police certains secrets et aurait ainsi joué le rôle d'espion démocrate.

C'est donc cette accusation qui détermina Huber, contumax au procès de Bourges, à se constituer prisonnier, pour se laver, disait-il, aux yeux de ses frères en politique, de l'odieux qu'avait jeté sur lui la prétendue trahison dénoncée par Monnier.

C'est à propos de l'affaire Huber que fut discutée la question de savoir si les représentants du peuple

1. Voir ci-dessus chapitre III, p. 98

qui faisaient partie de l'Assemblée nationale lors du décret saisissant la haute-cour d'une accusation, pouvaient être jurés dans l'affaire, encore qu'ils ne fussent plus représentants à l'époque de l'ouverture des débats.

La question se posait à la suite de ce fait que, d'une part, la constitution déclarait que les représentants ne pourraient pas être hauts-jurés, et, d'autre part, que plusieurs des hauts-jurés qui étaient membres de l'Assemblée nationale lorsqu'elle avait voté le 22 janvier 1849 le renvoi devant la haute-cour de Bourges du procès concernant l'attentat dont était prévenu l'accusé Huber, ne faisaient plus partie de ladite Assemblée lors de la loi du 10 août 1849 qui convoquait la haute-cour à Versailles pour y juger Huber en même temps que les accusés du 13 juin.

Ces hauts-jurés demandèrent si la circonstance qu'ils siégeaient à l'Assemblée à l'époque du premier décret ne suffisait pas pour constituer à leur égard une cause d'incompatibilité, d'autant plus qu'ils avaient été, en leurs qualités de représentants du peuple, témoins de l'envahissement de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire des faits même sur lesquels ils auraient à se prononcer comme jurés si le sort en décidait ; « et, disait l'un d'eux, M. Girard,

nous avons pensé que notre rôle de spectateurs des faits incriminés était de nature à faire suspecter notre impartialité ». Voilà pourquoi ils soumettaient cette observation à la sagesse du Procureur général en le priant de prendre telles conclusions qu'il jugerait convenables (1).

Ces conclusions présentées par l'avocat général de Royer furent conformes aux scrupules que nous venons d'exposer, et la haute-cour se rangea également à cette opinion, « attendu, disait l'arrêt, qu'à l'époque où la haute-cour de justice a été saisie, par le décret de l'Assemblée nationale de l'accusation portée contre Huber, MM. Girard, Dolfus, Lanthai-Harduin, Legendre et Philibert faisaient partie des représentants du peuple, et que, dès lors, il y a incompatibilité entre ces deux fonctions » ; en conséquence, il était ordonné que leurs noms seraient extraits de l'urne lors du tirage du jury dans la présente affaire (2).

Les débats purent, après cet arrêt préliminaire, s'engager sur le fond.

Huber chercha principalement à se disculper, non

1. Voir *Le Droit*, 1849, p. 973. Ces hauts-jurés étaient MM. Girard, Dolfus, Lanthai-Harduin, Legendre et Philibert.

2. Dalloz, 1849, V, colonnes 242 et 243.

de l'accusation d'attentat qui, en somme, était le véritable procès, mais des insinuations lancées contre lui et tendant à faire croire qu'il avait servi la police de l'ancien gouvernement et continué cette conduite odieuse après la révolution de Février.

A cet effet il demanda, en déposant des conclusions dans ce sens, à ce qu'on entendît comme témoins Blanqui et Raspail qui purgeaient à ce moment la condamnation prononcée contre eux à Bourges.

Mais le procureur général Baroche répondit que cette comparution dépendait uniquement du pouvoir discrétionnaire du président, à la sagesse duquel il s'en rapportait ; et ce dernier déclara que si l'article 296 du Code d'instruction criminelle portait bien que le président peut, par mandat d'amener, appeler toutes personnes qui pourraient déposer sur le fait incriminé, il ne s'agissait ici que d'une querelle entre l'accusé et les condamnés, et qu'il ne croyait pas pouvoir étendre les limites de la loi et donner satisfaction à la demande qui lui était faite.

Nous n'avons rien de plus à noter dans ces débats : Ils semblent bien avoir lavé Huber des imputations de duplicité dirigées contre lui (1).

1. Son avocat fit, en effet, ressortir que les souffrances

Le reste paraissait peu lui importer : déclaré, en effet, coupable d'avoir commis le 15 mai un attentat contre le gouvernement, il demanda à se voir appliquer le maximum de la peine, ce que d'ailleurs fit la haute-cour en le condamnant à la détention perpétuelle et, solidairement avec ses co-accusés de Bourges, aux frais du procès (1).

B. — Jugement de l'attentat du 13 juin 1849

§ 1. — *Historique de l'attentat du 13 juin*

On a vu précédemment que depuis la révolution de Février 1848, l'agitation avait été entretenue par les clubs et une certaine partie de la presse (2), don-

endurées par Huber, tant à Doullens qu'au Mont Saint-Michel, et les rigueurs dont il avait été victime, rendaient invraisemblables les accusations de délation formées contre lui.

1. Voir *le Droit*, 1849, p. 982.

2. Cette presse insérait avec commentaires, tous les faits et gestes du mouvement démocratique : proclamations, lettres, etc. Ainsi le journal *Le Peuple* du 19 mai s'écriait : « Qu'on y réfléchisse, il y a un terme à tout, même à la patience. Le socialisme tient maintenant dans les plis de son drapeau la paix ou la guerre : Veut-on la guerre ? »

Voici, en outre, un curieux manifeste adressé par la Montagne à la démocratie allemande et conçu en termes emphatiques : « La Montagne à la démocratie allemande,

« Frères ! au signal donné par notre révolution sociale de

nant lieu à des émeutes continuelles comme celles de mai et de juin 1848.

Avec la journée du 13 juin 1849, le gouvernement de la République allait encore subir un assaut de la part de ces mêmes partis avancés, à l'occasion de l'expédition romaine, dont le but primitif, sauvegarder la liberté italienne, avait, disait-on, été modifié par le gouvernement.

A l'Assemblée législative qui avait remplacé la Constituante, Ledru-Rollin déposa le 11 juin au nom de la Montagne, une demande de mise en accusation du Président de la République et des ministres pour

février, l'Allemagne s'est ébranlée. Mûre pour les idées nouvelles elle s'est levée contre les despotes : elle revendique les droits si longtemps méconnus de la souveraineté populaire...

« A vous, frères, nos sympathies les plus vives, nos vœux les plus ardents !

« L'Allemagne et la France ont reçu du ciel une mission sacrée ; en leurs mains sont les destinées du monde.

« Sous la bannière de la démocratie elles forment entre l'Orient et l'Occident le rempart de la civilisation contre la barbarie. Unies par le bras et par l'idée, elles édifieront la société nouvelle.

« Frères ! espoir et persévérance ! et bientôt dans une fraternelle étreinte, sur les ruines des trônes et des privilèges, deux grands peuples pourront s'écrier pleins du saint enthousiasme de la victoire : Allemagne et France !... pour la paix et le bonheur de l'humanité ! »

avoir violé la constitution en attendant à la liberté d'un peuple ami, et il se laissa aller à prononcer ces paroles dangereuses : « La constitution violée par vous sera défendue par nous, par tous les moyens possibles, même par les armes. »

L'Assemblée, d'ailleurs, rejeta la proposition de mise en accusation. Mais les représentants républicains de la Montagne, eux-mêmes soulevés par l'agitation du dehors, provoquée notamment par le Comité démocratique socialiste (1), décidèrent de se réunir le 13 au Château-d'Eau.

La foule y vint en nombre se former en colonne et commença à défiler sur les boulevards aux cris de « Vive la République ! vive la Constitution ! » sans savoir d'ailleurs où elle se dirigeait. Mais elle fut dispersée par la troupe.

Après cet échec des boulevards, les représentants de la Montagne résolurent d'aller s'installer au Con-

1. Ce comité semble bien avoir été la cheville ouvrière du mouvement. A Versailles, lors de la réunion de la haute-cour, le ministère public dans son réquisitoire, signale une des circulaires de ce comité où il était dit notamment : « La révolution de 1848 est la révolution du peuple, elle doit être l'avènement de la République démocratique et sociale. Le socialisme apporte cette bonne nouvelle qu'il n'y aura bientôt plus de pauvres et qu'il y aura place pour tous au banquet de la vie. » (*Le Droit*, 1849, p. 1074, 1^{re} col.)

servatoire des Arts et Métiers pour s'y constituer en Convention. Ledru-Rollin, Considérant et un certain nombre de leurs collègues s'y rendirent, en effet, accompagnés de Guinard, colonel de l'artillerie de la garde nationale et d'une centaine d'artilleurs.

Mais là, comme sur le boulevard, la même indécision se manifesta, les Montagnards pleins de l'utopie d'un triomphe pacifique et légal, s'opposaient à ce qu'on fit des barricades ; aussi, une heure à peine s'était-elle écoulée, que la troupe arriva de tous côtés et le Conservatoire, où il était impossible de se défendre, fut enlevé presque sans combat. Ledru-Rollin, Considérant et quelques autres purent sortir par les derrières de l'établissement (1).

Jusque dans la nuit, des projets insurrectionnels circulèrent dans les quartiers populeux de Paris ; mais le défaut d'entente et d'organisation, les forces militaires dont la ville était remplie, rendaient toute tentative extrêmement dangereuse et difficile.

Ainsi échouait cette insurrection du 13 juin 1849,

1. Quand la troupe arriva dans la salle des Filatures du Conservatoire, ceux qui s'y trouvaient, représentants et artilleurs, se précipitèrent dans le jardin par les fenêtres ; les uns par les vasisas ouverts, les autres en brisant les carreaux. (*Le Droit*, 1849, p. 989, 4^e col.)

dont les chefs et les principaux promoteurs (1) allaient être traduits devant la haute-cour réunie en octobre suivant à Versailles sous l'accusation, soit d'avoir participé à un complot ayant pour but : 1^o de détruire ou de changer le gouvernement ; 2^o d'exciter la guerre civile en armant ou portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres (lequel complot avait été suivi d'actes commis ou commencés pour en préparer l'exécution), soit d'avoir, le 13 juin 1849 commis un attentat ayant le même but.

Ainsi que nous l'avons dit, nous n'allons examiner que les plus importantes questions qui furent soulevées au cours de ces débats.

Elles se réfèrent, d'abord, à la question de la compétence et de la composition de la haute-cour, mise en discussion dès le premier jour, ensuite, à la liberté de la presse, enfin à la liberté de la défense.

§ 2. — *Débats sur la composition et la compétence de la Haute-Cour*

En ce qui concerne la composition de la haute-

1. C'étaient notamment Songean, Chipron, Madier de Montjan jeune, Napoléon Lebon, Langlois, Ribeyrolles, les représentants Ledru-Rollin, Victor Considérant, Rattier, Laudolphe, Deville, Gambon, Arago... dont la plupart étaient d'ailleurs en fuite.

cour, le débat fut soulevé par l'accusé Gambon qui, reprenant la thèse déjà soutenue par Blanqui au mois de mars précédent et déjà rejetée par la haute-cour siégeant à Bourges, déniait aux conseils généraux, élus avant la constitution, la capacité d'être hauts-jurés.

Pour le démontrer M^e Madier de Montjan, son avocat, faisait remarquer dans ses conclusions déposées à l'audience du 23 octobre « qu'à l'époque où la constitution avait créé la haute-cour, réglé ses attributions, organisé ses divers éléments, les membres des conseils généraux déjà en fonctions avaient été élus en vertu du décret provisoire en date du 11 juillet 1848, lequel avait changé seulement le mode d'élection des membres desdits conseils et laissé en vigueur les lois qui les régissaient sous tous les rapports ;

« Que ces fonctions judiciaires dont la constitution investissait les membres desdits conseils étaient ainsi ignorées des électeurs lorsqu'ils avaient accordé leurs suffrages ; d'où il suivait que la consécration du suffrage universel, base essentielle et nécessaire des institutions, manquait aux membres des conseils généraux élus en vue de fonctions purement départementales et complètement étrangers au jugement souverain des crimes d'Etat ;

« Que toute élection conférerait un mandat et que, celui que les électeurs avaient conféré aux membres des conseils généraux était limité aux attributions qui leur étaient dévolues par les lois, et que, si le législateur constituant leur en avait attribué de nouvelles, il n'avait pu entendre qu'elles seraient exercées par les conseils généraux, abstraction faite du suffrage des électeurs désormais éclairés sur l'étendue du mandat qu'ils auraient à conférer ;

« Enfin, que les conseils généraux, appelés à constituer le haut-jury, n'avaient pas été soumis à la réélection depuis la promulgation de la constitution et étaient, par conséquent, sans qualité pour exercer les nouvelles attributions qu'elle leur conférerait (1). »

Et il concluait à l'incompétence de la haute-cour.

Puis, M^e Michel (de Bourges), développant à son tour la même idée, soutenait qu'il s'agissait avant tout d'une question de bonne foi ; « lorsqu'on a déclaré, disait-il, que les hauts-jurés seraient pris dans les conseils généraux, a-t-on entendu prétendre qu'au moment où on les choisissait et par le fait seul de ce choix, ils acquèreraient une qualité nouvelle et seraient aptes à devenir des juges ?

« Quoi ! peut-on soutenir que, lorsque le peuple

1. *Le Droit*, 14 octobre 1849, p. 985, 3^e col.

souverain élisait ses conseillers généraux, il songeait à nommer des citoyens qui, le cas échéant, devaient exercer la mission de juger leurs frères, d'apprécier ce qu'on appelle un attentat politique ? Non ! jamais le peuple ne leur a dit de venir nous juger.

« Vous appartenez, MM. les jurés, aux conseils généraux ; mais ces conseils ont été constitués en 1848 sur les attributions qui existaient alors, et vous savez aussi bien que moi, mes chers collègues, que nous n'étions que les conseillers des préfets, aptes à nous prononcer sur quelques questions locales.

« Comment donc oseriez-vous vous constituer juges de vos concitoyens sans en avoir reçu la mission spéciale...

« Si donc vous voulez vraiment être un haut jury national, un jury philosophique venant des quatre points de l'horizon, alors soumettez-vous au suffrage universel, dites-lui que vous vous présentez comme candidats pour juger vos frères et revenez ici couverts du baptême populaire, et nous vous reconnaitrons comme nos juges. » (1).

Néanmoins, malgré les efforts de l'avocat de l'accusé et en dépit de l'éloquent plaidoyer de M^r Michel (de Bourges) la haute-cour trancha la question dans

1. *Le Droit*, 14 oct. 1849, p. 985, 4^e col.

le même sens que l'avait fait l'arrêt du 8 mars 1849 en en complétant les considérants de la manière suivante :

« Attendu, en ce qui concerne la juridiction, qu'elle n'est qu'un mode d'exercice de la puissance publique ; que le législateur étant toujours le maître de modifier cet exercice suivant le besoin des temps, restreindre à des conditions qu'il n'a pas déterminées l'effet des changements qu'il y apporte, ce serait entraver dans sa sphère d'action la souveraineté nationale qu'il représente et arrêter le cours de la justice ;

« Attendu, quant à la capacité légale de haut jury que l'Assemblée constituante appelée par le suffrage universel à organiser les pouvoirs publics, a saisi du droit de statuer sur les faits spéciaux, par elle définis, les membres des conseils généraux de France ;

« Que l'article 113 de la constitution a virtuellement maintenu l'existence et la compétence de ces conseils (1) ;

« Attendu qu'en vertu du mandat général et absolu dont elle était investie, il lui appartenait de ne subordonner l'existence de l'attribution qu'elle leur

1. L'article 113 était ainsi conçu : « Toutes les autorités constituées par les lois actuelles, demeurent en exercice jusqu'à la promulgation des lois organiques qui les concernent. »

conférait ni à une élection nouvelle, ni à une réorganisation ultérieure ;

« Attendu qu'il n'est pas permis au juge de distinguer là où la loi fondamentale ne distingue pas et de paralyser ainsi, pendant un temps indéterminé l'action d'une juridiction légalement constituée. »

La haute-cour rejetait donc le déclinaire proposé et ordonnait qu'il serait passé outre au tirage du haut jury (1).

§ 3. — *Divers incidents d'audience*

α) *Comptes rendus infidèles.* — Un second arrêt, intéressant à rappeler, fut rendu par la haute-cour siégeant à Versailles, décidant qu'elle avait le droit de connaître du délit de compte-rendu infidèle et de mauvaise foi de ses audiences, et que l'article 23 de la constitution, déférant au jury tous les délits de presse, n'avait pas enlevé aux cours et tribunaux la compétence spéciale que leur attribuait l'article 16 de la loi du 25 mars 1822 (2).

Voici les faits qui amenèrent cet arrêt : Un nommé Hermann, gérant du journal *La Tribune des Peu-*

1. *Le Droit*, 14 oct. 1849, p. 986, 1^{re} col.

2. Voir dans le même sens, Cassation, 11 mai 1833. S. 33. 1. 357. — En sens contraire, Douai, 4 déc. 1849. S. 49. 2. 751.

ples, avait publié dans un numéro de ce journal, du 19 octobre, un article dans lequel il rendait compte, sous forme d'appréciation raisonnée, de l'une des audiences de la haute-cour ; le procureur le poursuivit comme renfermant un compte rendu infidèle et de mauvaise foi, délit prévu par l'article 7 de la loi du 25 mars 1822, et dont la connaissance était attribuée aux termes de l'article 16 de la même loi, à la cour qui a tenu l'audience à laquelle se rapporte le compte rendu.

Mais aussitôt M^e Laissac, avocat d'Hermann, proposa au nom de ce dernier un déclinatoire fondé sur les deux points suivants : 1^o sur ce que l'article 83 de la constitution, qui portait que la connaissance des délits commis par la voie de la presse appartenait exclusivement au jury, avait virtuellement abrogé l'article 16 de la loi du 25 mars 1822 (1), et 2^o sur ce qu'en

1. Art. 7 (loi du 25 mars 1822). — « L'infidélité et la mauvaise foi dans le compte que rendent les journaux et écrits périodiques des séances des chambres et des audiences des cours et tribunaux seront punis d'une amende de 1.000 à 6.000 francs... »

Art. 16. — « Les chambres appliqueront elles-mêmes les dispositions de l'article 7 relatives au compte rendu par les journaux de leurs séances. Les dispositions du même article 7, relatives au compte rendu des audiences des cours et tribunaux, seront appliquées directement par les cours et tribunaux qui auront tenu ces audiences. »

admettant que cet article fût demeuré en vigueur, la cour serait également incompétente, par le motif qu'il ne s'agissait point dans l'espèce d'un compte rendu d'audience dans le sens de l'article 7 de la loi du 25 mars 1822, mais d'un article d'appréciation où les faits accomplis à l'audience n'étaient rappelés que pour l'exercice du droit de critique qui forme l'un des droits essentiels de la presse.

Mais l'avocat général Suin conclut au rejet de ce déclatoire en soutenant, d'une part, que, pour les délits de presse, la loi applicable était sans conteste la loi du 8 octobre 1830 qui rappelait celle du 25 mars 1822 et que, d'autre part, il y avait eu réellement dans *La Tribune des Peuples* un compte rendu, et un compte rendu infidèle.

Tout, d'abord l'en-tête du journal portait en toutes lettres : « la haute-cour ; compte rendu du procès de Versailles ». Et l'article continuait en relatant des faits, comme par exemple, « l'entrée en silence des accusés — celle de la cour qui prend place à sa table » ; or cela, disait Suin : « n'est-ce pas la prise sur le fait de tout ce qui se passe, de chaque fait particulier, n'est-ce pas un compte rendu auquel, peut-être, on ajoute quelques réflexions » ; et comparant ensuite le compte rendu incriminé avec celui du *Moniteur* l'avocat général démontra sans peine que les faits

d'audience avaient été rapportés d'une manière inexacte (1).

Après une délibération qui ne dura pas moins d'une heure, la haute cour, en faisant siennes les raisons invoquées par l'avocat général, rejeta le déclinatoire d'Hermann, se déclara compétente, et ordonna qu'il serait passé outre à la discussion du fond (2).

1. Dalloz, 1849. 1. 267.

2. Il nous paraît intéressant de rapporter cet arrêt, malgré sa longueur, parce qu'il pose très nettement les principes généraux avant de réfuter successivement les divers arguments présentés par la défense : « Attendu, disait-il, en principe général, que, dans l'absence d'une disposition formelle de la loi, les corps judiciaires ne peuvent être ni dépouillés de la faculté, ni affranchis du devoir de maintenir par eux-mêmes force et respect aux actes qui s'accomplissent sous son autorité ; — Que c'est en vertu de ce principe de tous les temps qu'ils sont appelés à punir immédiatement toute infraction qui, se produisant à leur audience, en compromet la dignité ou porte atteinte à des droits dont la protection se lie à un intérêt d'ordre et de justice ;

« Attendu que le compte rendu des débats d'un procès fait revivre, par une fiction légale, l'audience dans laquelle ces débats ont eu lieu ; que l'appréciation, dès lors, des caractères qu'il présente n'est, de la part du juge, que la conséquence et l'application du principe de compétence inhérent à sa mission publique ; — Attendu qu'il appartient surtout à ceux qui ont présidé à l'instruction orale de l'affaire, remise en lumière par la voie de la presse, de comparer les résultats des deux modes successifs de la publicité qu'elle a reçue et

A la suite de cet arrêt, la haute-cour fit à l'accusé l'application de la loi de 1822 et condamna Hermann

d'asseoir sur cette comparaison entre le fait tel qu'il s'est passé et le fait tel qu'il a été reproduit, le jugement du délit, qui se compose de ces deux éléments indivisibles ; — Attendu que, s'il en était autrement, l'action du ministère public devant une juridiction étrangère aux débats dont il aurait été rendu un compte infidèle et de mauvaise foi, serait, dans le plus grand nombre des cas, ou paralysée dans son exercice ou annihilée dans ses effets, soit parce qu'elle manquerait de base, soit parce qu'il ne pourrait plus être suppléé à son insuffisance par de nouveaux moyens de preuves ;

« Attendu que le principe ainsi posé a été reconnu et sanctionné par des dispositions légales restées en vigueur ; — Que l'article 16 de la loi du 25 mars 1822 a directement attribué la connaissance du fait de compte rendu infidèle et de mauvaise foi, prévu et puni par son article 7, aux juges qui ont tenu l'audience à laquelle ce fait se rapporte ; — Que cet article a été maintenu en termes exprès par la loi du 8 octobre 1830 qui, tout en déférant les délits de presse au jury, n'y a pas compris cette nature spéciale d'infractions appartenant à un ordre d'idées différent et soumises à d'autres règles ;

« Attendu que le décret du 6 mars 1848, loin d'avoir innové en cette matière, a renvoyé tout changement autre que l'abolition de la loi du 9 septembre 1835 à une loi organique à intervenir ; — Attendu que le décret du 12 août de la même année, qui a apporté diverses modifications à la loi du 25 mars 1822, a laissé debout et entière la disposition dont il s'agit, et lui a ainsi virtuellement conservé sa force exécutoire ; — Attendu que l'article 83 de la constitution, en saisissant le jury, comme l'avait fait l'article 1^{er} de la loi du 8 octobre 1830, des délits de presse, n'a point abrogé la distinction établie par l'article 3 de cette loi ; — Que dès lors

à un mois de prison, 100 francs d'amende et aux frais du procès (1).

β) *Question de la liberté de la défense.* — A Bourges, la défense avait été laissée libre, quoi qu'en ait dit Blanqui, ainsi que nous l'avons vu ; elle s'était contentée d'être souvent peu respectueuse de la haute-cour, de faire sans cesse des interruptions, de transformer le prétoire en tribune politique.

A Versailles elle voulut faire plus :

M^r Michel (de Bourges) prétendit plaider que les conséquences de la violation de la constitution entraîneraient le droit d'insurrection au premier chef, le droit de protestation au dernier chef et, entre ces deux droits, le droit de résistance (2).

Le président ayant voulu l'arrêter (3), il déposa

ledit article 3 doit être rangé parmi les lois existantes dont la constitution a, par son article 112, consacré le maintien;...

« En ce qui touche le caractère légal de la publication incriminée ; — Attendu que le récit des débats du procès ne saurait perdre la qualification de compte rendu infidèle et de mauvaise foi, et échapper aux conséquences pénales de ce fait, par cela qu'il s'y mêlerait des appréciations raisonnées qui peuvent être de nature à en faire mieux ressortir l'intention, le but et les dangers. » (Du 26 oct. 1849. Dalloz, 1849. 1. 268.)

1. Voir *Le Droit* du 27 octobre 1849, p. 1038, 3^e colonne.

2. *Le Droit*, 1849, p. 1083.

3. Dalloz, 1849. 1. p. 291, 1^{re} col.

des conclusions prétendant cette thèse conforme à la raison, à la science, à la doctrine et à la constitution.

Et se bornant à faire la démonstration au seul point de vue de la constitution, il affirma que le droit à l'insurrection résultait nettement de l'article 110 ainsi conçu : « L'Assemblée nationale confie le dépôt de la présente constitution et des droits qu'elle consacre à la garde et au patriotisme de tous les Français. »

Mais l'avocat général de Royer n'eut pas de peine à démontrer l'exagération d'une pareille prétention :

« La question de violation de la constitution, dit-il, n'a pas de juges ici ; le juge, le seul juge de la violation de la constitution, quand le cas se présente, c'est l'Assemblée nationale. C'est la constitution de 1848 qui l'a dit, puisque, aux termes de son article 20, le peuple français a délégué le pouvoir législatif à une Assemblée unique. »

Puis abordant l'article 110 de la constitution, que M^e Michel (de Bourges) mentionnait à l'appui de sa thèse, il ajouta : « ...Oui, la constitution achevée, on la dépose dans les mains de la nation, on la confie à son patriotisme, on lui demande de la garder. Où est-ce que l'on voit le droit à l'insurrection accordé à une minorité contre une majorité ; le droit de la défendre les armes à la main, contre cette majo-

rité, qui déclare qu'elle n'est pas violée ?... Aucune fraction du peuple ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté, qui ne réside que dans l'universalité des citoyens... Ce que veut dire l'article 110, c'est qu'il appelle autour de cette constitution l'obéissance de tous, c'est qu'il en fait un acte qui doit être l'objet du respect de tous. »

Après ce discours et les réquisitions de l'avocat général de Royer, la haute-cour, malgré une réplique de M^e Michel (de Bourges) où celui-ci tenta un dernier effort pour faire admettre sa thèse, rendit un arrêt constatant « que si le droit de libre défense était de l'essence de la justice, ce droit sacré changeait de nature et de caractère, s'il dégénérait en agression contre les principes inviolables qui sont le fondement de toute société » ;

« Que la constitution avait, par des textes formels, pourvu au danger de sa violation, et que dans aucun de ces textes elle n'autorisait le mode de résistance au moyen duquel une fraction du peuple, tumultueusement convoquée sur la place publique, s'y attribuerait le pouvoir suprême de juger les questions constitutionnelles et d'exécuter elle-même son jugement ;

« Que, si l'article 110 avait confié le dépôt des institutions constitutionnelles à la garde et au patrio-

tisme de tous les Français, ce n'était point à dire qu'en appelant autour de la loi fondamentale du pays l'affection et le dévouement de tous, cet article ait entendu la mettre à la discrétion de chacun ; — que la constitution ainsi interprétée, au lieu de s'être assuré l'avenir, renfermerait en elle-même le germe de sa propre destruction ;

« Que la seule exposition de cette doctrine, dans le sanctuaire et comme sous la protection de la justice, serait à la fois, un scandale, un fait pénal et un danger public ; — qu'enfin, s'il ne pouvait être interdit à la défense de se prévaloir de toutes les circonstances de la cause qui lui paraîtraient propres à établir des exceptions de bonne foi personnelles aux accusés, sans en excepter la croyance où ils auraient été que la constitution avait été violée, elle excéderait ses limites en faisant dériver de cette violation par elle alléguée, et sur laquelle s'était irrévocablement prononcée la seule autorité compétente, le droit d'insurrection. »

En conséquence la défense ne fut pas admise à plaider, ainsi que le désiraient les auteurs de désordre, que toute violation prétendue de la constitution de la part du pouvoir donnait naissance au droit d'insurrection (1).

1. Audience du 10 nov. 1849. *Le Droit* du 11 nov.

A la suite de cet arrêt, les autres défenseurs refusèrent de prendre la parole après avoir même déclaré, comme, par exemple, M^e Madier de Montjan, que le droit de la défense était moins libre en 1849 que ne l'était celui accordé à l'hérétique du moyen âge, devant le concile assemblé pour juger Jean Huss (1).

Cet incident sur la liberté de la défense devait avoir un dernier écho lorsque le président allait lire l'arrêt de condamnation qui commençait par ces mots : « Oui M. le procureur général en ses réquisitions, les défenseurs des accusés en leurs observations sur l'application de la peine... » Il se produisit de nombreuses réclamations au banc des accusés

1. Voici, ce qu'il dit à cet égard : « Au moyen âge, devant un empereur, devant le concile assemblé pour juger son hérésie, Jean Huss put prononcer ces paroles : « L'Eglise romaine est la synagogue de Satan, et le pape n'est pas le vicaire immédiat du Christ, c'est une folie de croire aux indulgences » ; il dit encore : « Le peuple peut à son gré châtier ses maîtres lorsqu'ils tombent dans quelque faute. » — Jean Huss fut brûlé, mais il fut entendu dans le complet développement de ce qu'on appelait alors « son infâme hérésie ».

« Je respecte l'arrêt que la Cour vient de rendre ; mais je ne puis pas accepter pour les bons et anciens amis qui m'avaient confié leur défense une situation moins large, un droit moins complet en 1849, à la barre de cette cour que ceux que firent à l'hérétique du moyen âge le concile assemblé pour le juger, les représentants de la Cour de Rome. » (*Le Droit*, 1849, p. 1084.)

dont plusieurs s'écrièrent : « Ne parlez donc pas ni de défense, ni de défenseurs ; c'est une indignité. » (1).

Après le traditionnel résumé du président et la réponse du jury aux 88 questions qui lui furent posées, déclarant 20 accusés coupables d'avoir participé tant au complot qu'à l'attentat, et rapportant un verdict négatif pour 11 autres accusés, et après la mise en liberté de ces derniers, le procureur général ayant requis l'application des articles 87, 89, 91 du Code pénal, la haute-cour prononça un arrêt condamnant les uns à la peine de la déportation (2), les autres à cinq ans de détention (3), et tous, solidairement aux frais du procès.

Ainsi se termina le second et dernier procès qu'eut à juger la haute-cour de 1848.

Elle aurait dû, en vertu de l'article 68 de la constitution, siéger une troisième fois, en 1851 ; mais les événements l'en ont empêché.

En effet, le 2 décembre, après le décret présiden-

1. *Le Droit*, 1849, p. 1091.

2. C'étaient : Chipron, André, Dufélix, M. Lebon, Langlois, Paya, Fayolles, Deville, Gauchon, Schmitz, Vauthier, Guinard, Lamezière, Daniel, Maigne, Bach, etc.

3. Ces accusés s'appelaient : Suchet, Mombet et Fraboulet.

tiel qui dissolvait l'Assemblée, quelques membres de la haute-cour de Cassation, déclarèrent la haute-cour constituée et s'ajournèrent au lendemain ! Au moment où ils venaient de signer le procès-verbal de cette singulière déclaration, trois commissaires se présentèrent et leur enjoignirent de se séparer ; ce qu'ils firent sans résistance. Le lendemain, ils ne firent aucune tentative pour se réunir, et peu de jours après, ils prêtèrent serment au nouveau pouvoir (1).

On a même prétendu, malicieusement, que le président de la haute-cour avait, en convoquant ses collègues chargés de la composer, prévenu en même temps le Prince-Président de la faire dissoudre.

1. L'histoire retiendra leurs noms : Harduin, président — Renouard, procureur général — Bataille, Delapalme, Aug. Moreau, Cauchy, juges — Quinault, Grandet, juges suppléants.

(Voy. Larousse. *Dictionnaire encyclopédique*. V^o haute-cour.)

CONCLUSION

Après avoir étudié l'organisation théorique et le fonctionnement pratique de la haute-cour de 1848, il nous reste à en donner une appréciation critique.

D'abord en ce qui concerne l'organisation théorique, la haute-cour de 1848 répond-elle bien aux différentes qualités que nous avons réclamées d'une bonne juridiction politique : impartialité, indépendance, rapidité de constitution ?

On a soutenu le contraire, et cette opinion a pour elle des auteurs éminents. M. Esmein (1), notamment, se plaçant au point de vue de l'impartialité fait remarquer que la justice administrée par une haute-cour constituée sur le modèle de celle de 1848 ne

1. Esmein. *Cours de droit constitutionnel*, p. 845.

sera pas plus impartiale ni moins influencée par les passions politiques que celle qui ressortirait du Sénat ou d'une Chambre constituée en haute-cour.

Sans doute, les hauts-jurés de 1848 ne sont pas élus en même temps que les députés ni par le même électorat de département ainsi que cela se passait sous les constitutions de 1791 et de l'an III qui organisaient aussi des hautes-cours d'un système spécial : En effet ces jurés sont pris parmi les conseils généraux des départements ; mais les élections à ces conseils généraux ne sont-elles pas dominées par des considérations politiques presque autant que celles du Parlement, et la majorité des membres qui composent ces conseils pris dans leur ensemble ne représentent-elles pas les idées qui sont celles, par exemple, de la majorité du Sénat ?

« Bien plus, ajoute M. Esmein en discutant spécialement l'hypothèse du Sénat constitué en haute-cour, il vaut mieux avoir pour juge la totalité des sénateurs que quelques conseillers généraux, tirés au sort parmi leurs collègues. Non seulement le hasard a moins de jeu ; mais les garanties augmentent surtout avec l'importance de la fonction et la dignité de l'assemblée. »

Nous adopterons cependant une opinion différente.

Quant à la qualité de la justice rendue, les hauts-jurés de 1848, étant élus, avaient une suffisante connaissance des faits politiques pour assurer une bonne justice ; et étant tirés au sort parmi tous les membres des conseils généraux, le hasard des choix s'exerçant trente-six fois avait de grandes chances de se corriger lui-même et garantissait l'impartialité du tribunal que sa composition, en ce qui touche l'élément juré, rendait forcément indépendant.

De plus, la constitution de 1848 avait pris soin de déclarer que le lieu des séances serait fixé lors de chaque procès ; on pouvait ainsi écarter, dans la mesure du possible, les jurés et les magistrats des foyers de troubles, leur assurer le calme nécessaire et espérer, ainsi que le disait le président de la haute-cour à Bourges, en s'adressant aux jurés « qu'au milieu d'une atmosphère tranquille, il leur serait facile de se tenir en garde contre le double danger des excitations, qui, dans les procès de cette nature, viennent du dehors agiter la conscience du juge, les uns glorifiant le désordre pour en amener l'impunité, les autres contribuant par leur exagération, à donner à la répression le caractère de la violence (1) ».

1. Voir la *Gazette des Tribunaux* du 9 mars 1849, p. 463.

En second lieu, en ce qui concerne l'élément magistrat, les juges pris dans la Cour suprême de droit commun, arrivés à la fin de leur carrière étaient bien indépendants du pouvoir exécutif ; ils étaient sans conteste et *a priori* indépendants de l'opinion publique ; tout au plus peut-on regretter que la constitution de 1848 ait jugé à propos de les faire élire par leurs collègues au lieu de les faire tirer au sort comme cela avait été proposé.

Observons toutefois que cet inconvénient est d'assez maigre importance, d'une part, parce que le choix des magistrats avait lieu chaque année avant qu'on sût s'ils auraient l'occasion de siéger et, d'autre part, parce que tous les membres de la Cour de cassation devaient être, en principe, aussi indépendants les uns que les autres du pouvoir et de l'opinion publique dont ils n'avaient rien à attendre.

Au point de vue de la rapidité de sa constitution, on fait observer que la haute-cour de 1848 était difficile à réunir.

Ce n'était pas, en effet, un tribunal permanent, car on ne peut, comme le remarque M. Cauchy, « appeler permanent un tribunal qui se renouvelle chaque année, s'assemble au besoin, juge, puis se dissout de lui-même, pour se recomposer d'autres éléments quelques mois après ; le haut-jury ne se présente pas

devant le pays comme un grand corps portant tout entier la responsabilité de ses actes, et obligé, par sa durée même, d'en répondre non seulement vis-à-vis des contemporains, mais vis-à-vis de la postérité. Quand on veut avoir le bénéfice d'un juge politique dont l'indépendance puisse servir d'appui dans les temps de crise, il faut se résigner à en faire un pouvoir fort, dans les temps calmes. Il faut confier les jugements politiques à une institution et non à un tribunal éphémère ».

Et il semble que les faits viennent à l'appui de cette thèse, puisque le 2 décembre 1851, la haute-cour tenta, mais en vain, de s'assembler.

On peut donc regretter ce manque d'autorité de la haute-cour, incapable de résister aux entreprises du pouvoir exécutif, obligée qu'elle était sinon en principe, puisque l'article 68 de la constitution prévoyait sa réunion d'office au cas de haute trahison du Président de la République, au moins en fait, de recourir à l'appui des pouvoirs publics pour fonctionner, ce qui suppose l'ordre rétabli et le triomphe du gouvernement de droit.

L'objection est spécieuse : Croit-on, en effet, que si une juridiction analogue à celle de la Cour des Pairs ou du Sénat actuel eût existé en 1851, son intervention eût été plus efficace ? En face de l'usurpateur

n'y avait-il pas un pouvoir fort et permanent : l'Assemblée des représentants. Or, ceux de ses membres qui tentèrent de s'assembler au Palais-Bourbon durent céder à la force ; deux cent vingt représentants, réunis à la mairie du X^e arrondissement, furent, de même, réduits à l'impuissance.

Dès lors, il ne reste pas grand'chose des objections d'ordre général faites à la haute-cour de 1848 ; et en regard, nous trouvons un avantage des plus appréciables :

C'est que la constitution de cette haute-cour ne viole pas le principe de la séparation des pouvoirs, ainsi que cela se produit nécessairement lorsque c'est le Sénat ou une Chambre du Parlement qui est constitué en haute-cour de justice. Et cet avantage théorique peut se faire sentir dans la pratique elle-même : il est toujours à craindre que le juge qui est en même temps législateur ne confonde ces deux ordres d'attribution ; en jugeant il est tenté de faire la loi au lieu de se borner à l'appliquer. C'est un juge trop puissant, trop facilement porté aux excès de pouvoir. Les mêmes reproches ne sauraient être faits à une haute-cour composée de magistrats et de jurés, corps exclusivement judiciaire.

Si maintenant, des généralités nous passons aux détails, nous constatons d'abord que la compétence

de la haute-cour de 1848 était déterminée avec précision par la loi, et que les Constituants avaient agi avec intelligence et sagesse en ne lui soumettant d'une manière obligatoire que la haute trahison du Président de la République, réservant à l'Assemblée Nationale le soin d'apprécier la nécessité de convoquer une haute-cour pour tous les autres cas. S'il en eût été différemment, si la compétence de la haute-cour eût été déclarée obligatoire pour toutes les infractions commises par le président ou les ministres, ou pour tous les crimes contre la sûreté de l'Etat, cette haute juridiction aurait été contrainte de se réunir pour juger des faits parfois insignifiants.

De plus, ainsi que nous l'avons vu précédemment, si l'Assemblée nationale n'était pas parvenue à donner une définition parfaite du crime de haute trahison, elle était arrivée, tout au moins, à s'en faire une conception assez précise. Il y a là un effort véritable que beaucoup d'autres constitutions ont négligé, en particulier notre constitution de 1875.

Enfin, en enlevant à l'Assemblée nationale le droit de renvoyer ses propres membres devant la haute-cour, la constitution de 1848 laissait subsister pour eux le droit commun. Dans ces conditions, l'Assemblée se bornait à lever l'obstacle qui arrêta le

cours de la justice, en accordant l'autorisation de diriger des poursuites contre certains de ses membres. Elle évitait ainsi le déchainement des haines et des passions politiques plus enclines à se faire jour dans des poursuites intentées devant une juridiction dont la réunion fait toujours quelque bruit.

On ne peut donc que faire deux légers reproches à la constitution de 1848 : c'est d'être, ainsi que nous l'avons vu, muette au sujet de l'instruction. La haute-cour n'était organisée que pour le jugement : Aussi fut-elle toujours saisie, en fait, après l'achèvement de l'instruction par la justice ordinaire.

La deuxième critique que nous faisons à la haute-cour de 1848, c'est le caractère absolu et définitif de ses arrêts :

Elle n'est, et ne doit être, nous l'avons dit, que la Cour d'assises ordinaire élevée à son plus haut degré d'autorité et de puissance. Dès lors, pourquoi ses arrêts ne pourraient-ils être l'objet d'un pourvoi en cassation, comme ceux de la Cour d'assises de droit commun ? Malgré toute leur science juridique, les magistrats de la Cour suprême ne sont pas infailibles ; pourquoi, dans ces conditions, aller au-devant d'une erreur possible ?

Ayant ainsi approuvé, dans ses grandes lignes au moins, le système de 1848 en ce qui concerne l'or-

ganisation théorique de la haute-cour de justice, il reste à apprécier la façon dont elle se comporta lors des deux procès que nous avons examinés.

Sans aucun doute, on peut dire que dans ces deux circonstances, la haute cour de justice s'est toujours montrée à la hauteur de sa mission :

Vis-à-vis des auteurs de l'attentat du 15 mai 1848 et du 13 juin 1849, elle fit preuve en effet d'indépendance, et ne se départit à aucun moment de son aménité à l'égard des accusés, aussi respectueuse des droits de la défense que soucieuse d'appliquer des peines en rapport avec les responsabilités.

Dans ces deux grands procès, dit M. Lair, les questions les plus hautes sur la liberté de la défense, les principes de la compétence et de la rétroactivité des lois ont été soumises à la Cour et résolues par elles avec autant d'autorité que de raison.

Cauchy lui-même, malgré sa préférence pour la Cour des pairs, reconnaît que la haute-cour de 1848 assura une répression courageuse et modérée dans des formes dignes et solennelles.

A aucun moment elle ne refusa d'entendre les observations, les réclamations même que pouvaient lui adresser les prévenus et leurs avocats, entièrement disposée à les accueillir et à y faire droit si elle les jugeait fondées.

Le jury de son côté se montra tout à la fois rempli de « fermeté et de modération » ainsi que l'espérait M. Bérenger, président à Bourges (1), et l'on peut dire que les Constituants de 1848, en confiant la composition du jury national aux membres des conseils généraux, ne s'étaient pas mépris sur leurs qualités et sur leur zèle.

En résumé, la Cour de 1848 ne prit aucune décision qui ne fût conforme à ce que la justice lui dictait, à ce que la constitution du pays lui commandait. Elle fut bien, selon le mot d'Odilon-Barrot dans son discours du 22 janvier 1849 « une grande cour d'assises nationale dans laquelle toutes les garanties avaient été étendues et fortifiées ». Et c'est peut être, de toutes les juridictions politiques qui ont existé et qui ont fonctionné, celle qui s'est le plus rapprochée de la perfection.

1. Voir son allocution aux hauts-jurés. (*Gazette des Tribunaux* du 9 mars 1849, p. 463.)

Vu : le président de la thèse,
CHAVEGRIN

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
LIARD

ANNEXE

Tableau des modifications successives apportées aux articles de la Constitution de 1848 concernant la Haute-Cour

<i>Projet provisoire</i>	<i>Projet définitif</i>	<i>Constitution</i>
Art. 66. — Le président, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration. Une loi déterminera les cas de responsabilité, les garanties des fonctionnaires, et le mode de poursuite.	Art. 65. — Le président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration. Une loi déterminera les cas de responsabilité, les garanties des fonctionnaires et le mode de poursuite.	Art. 68. — Le président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration. Toutes mesures par laquelle le président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat est un crime de haute trahison. Par ce seul fait le président est déchu de ses fonctions ; les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance, le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale. Les juges de la haute-cour de justice se réunissent immédiatement, à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désigneront, pour procéder au jugement du président et de ses complices ; ils nomment

Projet provisoire

Art. 95. — Une haute-cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale, soit contre ses propres membres, soit contre le président de la République ou les ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale, qui désigne la ville où la Cour tiendra ses séances.

Art. 96. — La haute-cour est composée de juges et de jurés.

Les juges, au nombre de cinq, sont nommés au scrutin secret par le tribunal de cassation et dans son sein. Ils choisissent leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la République, et, en cas d'accusation du président, par l'Assemblée nationale.

Les jurés sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements.

Projet définitif

Art. 93. — Une haute-cour de justice juge sans appel, ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale, soit contre ses propres membres, soit contre le président de la République ou les ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale, qui désigne la ville où la Cour tiendra ses séances.

Art. 94. — La haute-cour est composée de juges et de jurés.

Les juges, au nombre de cinq, et deux juges suppléants sont nommés au scrutin secret, à la majorité absolue, par le tribunal de cassation et dans son sein. Ils choisissent leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la République, et, en cas d'accusation du président ou des ministres, par l'Assemblée nationale.

Les jurés au nombre de trente-six, et quatre jurés suppléants, sont pris parmi

Constitution

eux-mêmes les magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public.

Une loi déterminera les autres cas de responsabilité, ainsi que les formes et les conditions de la poursuite.

Art. 91. — Une haute-cour de justice juge, sans appel ni recours en cassation, les accusations portées par l'Assemblée nationale contre le président de la République ou les ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, que l'Assemblée nationale aura renvoyées devant elle.

Sauf le cas prévu par l'article 68 elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'Assemblée nationale, qui désigne la ville où la cour tiendra ses séances.

Art. 92. — La haute-cour est composée de cinq juges et de trente-six jurés.

Chaque année, dans les quinze premiers jours du mois de novembre, la Cour de cassation nomme, parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue, les juges de la haute-cour, au nombre de cinq, et deux suppléants. Les cinq juges appelés à siéger feront choix de leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la République, et, en cas d'accusation du prési-

Projet provisoire

Art. 97. — Lorsqu'un décret de l'Assemblée législative a ordonné la formation de la haute-cour de justice, le président du tribunal siégeant au chef-lieu de chaque département tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

Art. 98. — Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute-cour, parmi les membres du conseil général du département où siégera la cour.

Art. 99. — Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à un emprisonnement de six mois au plus, et à une amende de 5 à 10.000 francs.

Art. 100. — L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation, comme en matière ordinaire, mais de manière à laisser toujours le

Projet définitif

les membres des conseils généraux des départements.

Art. 95. — Lorsqu'un décret de l'Assemblée nationale a ordonné la formation de la haute-cour de justice, le président du tribunal d'appel, et, à défaut du tribunal d'appel, le président du tribunal de 1^{re} instance du département tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

Art. 96. — Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute-cour, parmi les membres du conseil général du département où siégera la cour.

Art. 97. — Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à une amende de 1.000 à 10.000 francs, et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus.

Art. 98. — L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation, comme en matière ordinaire.

Constitution

dent ou des ministres, par l'Assemblée nationale.

Les jurés, au nombre de trente-six, et quatre jurés suppléants, sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements.

Les représentants du peuple n'en peuvent faire partie.

Art. 93. — Lorsqu'un décret de l'Assemblée nationale a ordonné la formation de la haute-cour de justice, et, dans le cas prévu par l'article 68, sur la réquisition du président ou de l'un des juges, le président de la Cour d'appel, et, à défaut de Cour d'appel, le président du tribunal de 1^{re} instance du chef-lieu judiciaire du département, tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

Art. 94. — Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute-cour, parmi les membres du conseil général du département où siège la cour.

Art. 95. — Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à une amende de 1.000 à 10.000 francs, et à la privation des droits politiques pendant cinq ans au plus.

Art. 96. — L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation comme en matière ordinaire.

Projet provisoire

jury de jugement composé de vingt-quatre jurés.

Art. 101. — La déclaration du jury, portant que l'accusé est coupable, ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 102. — Dans tous les cas de responsabilité des ministres ou de tous autres agents du gouvernement, l'Assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le fonctionnaire inculpé, soit devant la haute-cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, soit devant le Conseil d'Etat.

Art. 103. — Le Conseil d'Etat ne peut prononcer que la peine de l'interdiction des fonctions publiques pour un temps qui n'excède pas cinq années.

Art. 104. — Tout arrêt du Conseil d'Etat portant cette peine doit être rendu aux deux tiers au moins des suffrages.

Art. 105. — Les débats ont lieu en séance publique.

Art. 107. — Le président de la République n'est justiciable que de la haute-cour de justice, sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale, pour crimes et délits prévus par la loi.

Projet définitif

Art. 99. — La déclaration du jury, portant que l'accusé est coupable, ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 100. — Dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le ministre inculpé, soit devant la haute-cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles, soit devant le Conseil d'Etat.

Art. 101. — Le Conseil d'Etat ne peut prononcer que la peine de l'interdiction des fonctions publiques pour un temps qui n'excède pas cinq années (1).

Art. 102. — Tout arrêt du Conseil d'Etat portant cette peine doit être rendu aux deux tiers au moins des suffrages (1).

Art. 103. — Les débats ont lieu en séance publique (1).

Art. 105. — Le président de la République n'est justiciable que de la haute-cour de justice, sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale, pour crimes et délits prévus par la loi.

Constitution

Art. 97. — La déclaration du jury portant que l'accusé est coupable ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 98. — Dans tous les cas de responsabilité des ministres, l'Assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le ministre inculpé, soit devant la haute-cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, pour les réparations civiles.

Art. 100. — Le président de la République n'est justiciable que de la haute-cour de justice.

Il ne peut, à l'exception du cas prévu par l'article 68, être poursuivi que sur l'accusation portée par l'Assemblée nationale et pour crimes et délits qui seront déterminés par la loi.

1. Les articles 101, 102 et 103 ont été totalement supprimés dans la rédaction définitive. Voy. ci-dessus, pages 62 et 79.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	5
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	19
§ 1. — Précédents historiques du système adopté en 1848.....	19
§ 2. — Raisons de l'adoption de ce système en 1848.....	23
CHAPITRE II. — <i>Etude de l'organisation théorique de la haute-cour de 1848</i>	33
<i>Section I. — Composition</i>	33
§ 1. — Élément judiciaire.....	34
§ 2. — Élément juré.....	39
§ 3. — Ministère public, greffier, huissiers..	50
<i>Section II. — Compétence</i>	52
§ 1. — Compétence <i>ratione personæ</i>	53
A. — Compétence obligatoire à l'égard des infractions commises par le Prési- dent de la République.....	55

<i>B.</i> — Compétence facultative à l'égard des infractions commises par les minis- tres	62
§ 2. — Compétence <i>ratione materiæ</i>	67
§ 3. — Questions diverses se rattachant à la compétence	69
<i>A.</i> — La haute-cour doit-elle être compé- tente à l'égard des faits commis anté- rieurement à la Constitution	70
<i>B.</i> — La haute-cour peut-elle statuer sur sa propre compétence	73
<i>Section III.</i> — Questions diverses concernant l'or- ganisation et le fonctionnement théoriques de la haute-cour	76
§ 1. — Comment est saisie la haute-cour ...	76
§ 2. — Instruction, procédure et jugement ..	79
§ 3. — Jugement des <i>contumax</i>	82
§ 4. — Peines appliquées par la haute-cour.	84
§ 5. — Recours contre les décisions de la haute-cour	86
CHAPITRE III. — <i>Etude des cas où la haute-cour a fonctionné</i>	89
<i>Section I.</i> — Procès de Bourges	89
§ 1. — Historique de l'attentat du 15 mai 1848.	90
§ 2. — Débats sur la compétence de la haute- cour	99

§ 3. — Application à la haute-cour des lois de procédure régissant les Cours d'assises ordi- naires	109
<i>Section II.</i> — Procès de Versailles.....	127
A. — Jugement de l'affaire Huber.....	129
B. — Jugement de l'attentat du 13 juin 1849.....	133
§ 1. — Historique de l'attentat du 13 juin...	133
§ 2. — Débats sur la composition et la com- pétence de la haute-cour.....	137
§ 3. — Divers incidents d'audience.....	142
α) Compte-rendus infidèles.....	142
β) Question de la liberté de la défense...	147
CONCLUSION.....	155
ANNEXE.....	165
TABLE DES MATIÈRES.....	169

